

- les coûts d'examen des protocoles de recherche soumis au Comité national d'éthique Comité de Recherche en Santé Humaine (CNERSHCE) ;
- les frais d'agrément des formations, des structures sanitaires privées et des écoles de formation des personnels de santé sous la responsabilité du Ministère de la Santé Publique (MINSANTE).

3) Les frais d'agrément des compléments alimentaires sont fixés comme suit :

a) Frais d'agrément des compléments alimentaires :

- Demande d'autorisation de mise sur le marché : 250 000 FCFA par produit;
- Renouvellement : 250 000 FCFA par produit ;
- Amende pour défaut d'obtention d'agrément : 500 000 FCFA par produit.

b) Frais d'approbation pour le lait maternisé :

- Demande d'autorisation de mise sur le marché : 500 000 FCFA par produit à approuver;
- Renouvellement : 500 000 FCFA par produit à agréer ;
- Amende pour défaut d'obtention d'agrément : 1 000 000 FCFA par produit.

4)+h--Frais d'examen d'une demande d'autorisation de création ou de renouvellement d'un
Les sociétés privées d'hygiène et/ou d'assainissement sont constituées comme suit :

- Redevance de licence pour la création d'une entreprise privée d'hygiène et/ou d'assainissement :
250 000 FCFA ;
- Licence pour la création d'une entreprise privée d'hygiène et/ou d'assainissement :
250 000 FCFA
- Frais d'agrément d'un produit d'hygiène de surface : 500 000 FCFA par produit ;
- Frais de renouvellement d'agrément d'un produit d'hygiène de surface : 500 000 FCFA ;
- Frais d'agrément d'un produit d'hygiène corporelle : 500 000 FCFA ;
- Frais de renouvellement d'agrément d'un produit d'hygiène corporelle : 500 000 FCFA.

5) Les pénalités et amendes relatives à l'examen des protocoles de recherche soumis à la
Comité national d'éthique pour la recherche en santé humaine pour l'autorisation éthique
sont définis comme suit :

- Coût de l'examen d'un protocole de recherche : 10 000 à 2 000 000 FCFA ;
- Amendes imposées pour avoir mené un projet de recherche sans avoir obtenu
autorisation éthique et autorisation administrative de recherche ou pour avoir
les a incités à poursuivre des objectifs autres que ceux fixés pour les atteindre :
1 000 000 FCFA à 100 000 000 FCFA ;
- Amendes imposées pour avoir lancé une recherche médicale sans souscrire à un
police d'assurance couvrant tous les risques pouvant survenir au cours de la recherche :
50 000 000 FCFA à 200 000 FCFA oo... o_:

- Amendes infligées pour la réalisation d'un projet de recherche médicale pour défaut de recueil du consentement et d'information du participant ou pour avoir obtenu son consentement par fraude et tromperie : 10 000 000 à 50 000 000 FCFA ;
- Amendes infligées à quiconque, impliqué dans un projet de recherche médicale, divulgue un secret professionnel sans l'autorisation du maître d'ouvrage du projet de recherche : 20 000 à 100 000 FCFA ;
- Amendes infligées à quiconque cède ou acquiert un corps humain ou des parties de celui-ci contre rémunération ou autres avantages matériels : 50 000 à 1 000 000 de FCFA.

6) Les droits de demande d'autorisation de création ou d'ouverture d'un établissement de santé privé ou d'une école privée de formation de personnel de santé relevant du ministère chargé de la santé sont fixés comme suit :

a) Création d'établissements de santé privés :

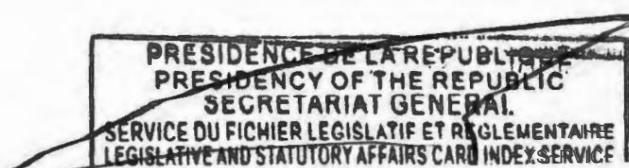
- Catégories A et B : 200 000 FCFA ;
- Catégories C et D : 100 000 FCFA ;

b) Ouverture d'établissements de santé privés :

- Catégories A et B : 400 000 FCFA ;
- Catégories C : 200 000 FCFA ;
- Catégorie D : 100 000 FCFA.

c) Frais d'enregistrement des structures pharmaceutiques :

- Licence pour les grossistes en produits pharmaceutiques :
 - délivrance de l'agrément : 5 000 000 FCFA par entité ;
 - Renouvellement d'agrément : 2 000 000 FCFA par entité ;
 - Attribution du Certificat de Bonne Pratique : 1 000 000 FCFA par entité ;
 - Renouvellement du Certificat de Bonne Pratique : 1 000 000 FCFA par entité.
- Licence pour les installations de fabrication de produits pharmaceutiques :
 - délivrance de l'agrément : 5 000 000 FCFA par entité ;
 - Renouvellement d'agrément : 2 000 000 FCFA par entité ;
 - Attribution du Certificat de Bonne Pratique : 2 000 000 FCFA par entité ;
 - Renouvellement du Certificat de Bonne Pratique : 2 000 000 FCFA par entité ;
- Agrément pour les structures de distribution de dispositifs médicaux :
 - délivrance de l'agrément : 5 000 000 FCFA par entité ;
 - Renouvellement d'agrément : 1 000 000 FCFA par entité ;



- Attribution du Certificat de Bonne Pratique : 1 000 000 FCFA par entité ;
- Renouvellement du Certificat de Bonne Pratique : 1 000 000 FCFA par entité ;-
- Licence pour les agences de promotion :
 - délivrance de l'agrément : 5 000 000 FCFA par entité ;
 - Renouvellement d'agrément : 2 000 000 FCFA par entité.

d) Frais d'agrément des laboratoires de biologie médicale :

- Agrément pour un laboratoire d'analyses médicales : 5 000 000 FCFA ;
- Renouvellement de licence : 2 000 000 FCFA ;
- Attribution du Certificat de Bonne Pratique : 2 000 000 FCFA ;
- Renouvellement du Certificat de Bonne Pratique : 2 000 000 FCFA.

e) Sanctions en cas de non-respect du délai de renouvellement du licence ou certificat de bonne pratique

- Moins de trois (3) mois de retard : 25 % des frais de renouvellement ;
- trois (3) à au moins six (6) mois de retard : 50 % des frais de renouvellement ;
- trois (3) à neuf (9) mois de retard au moins : 75 % du montant du renouvellement ;
- Plus de neuf (9) mois de retard : 100 % du montant du renouvellement.

f) Demande d'autorisation de création et d'ouverture d'une école de formation privée pour le personnel de santé : 300 000 FCFA par demande.

ARTICLE TRENTÉ-TROIS : Dispositions relatives aux recettes non fiscales du secteur des transports routiers.

1) Les recettes non fiscales du secteur des transports sont constituées notamment des coûts de délivrance de licences ordinaires, de licences spéciales et d'autorisations exercer dans le secteur du transport routier et des professions auxiliaires du transport routier.

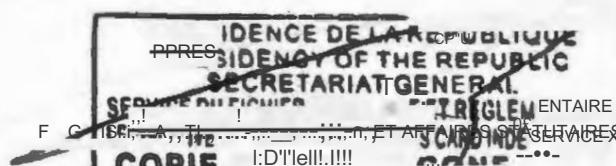
2) Les délais de délivrance des licences de transport routier sont fixés comme suit pour chaque année :

- Permis de 1ère catégorie, permis spéciaux 52, 53, 57 et 58 : 10 000 FCFA ;
- licences spéciales 54 et 55 : 15 000 FCFA ;
- Permis de 2e, 3e, 4e catégorie, permis spéciaux S1, S6, S9 et S10 : FCFA 20 000.

3) Les droits de délivrance des licences suivantes sont fixés à 100 000 FCFA :

- Services de location de véhicules ;
- les transports urbains en voiture ou en bus ;
- transport exceptionnel.

4) Les frais de délivrance des permis suivants sont fixés à 150 000 FCFA : ;;;z..i



- transport de marchandises dangereuses (hydrocarbures/carburants) par route sur toute l'étendue du territoire national;
- transport de marchandises générales par route sur tout le territoire national.

5) Les frais de délivrance des autorisations suivantes sont fixés à 200 000 FCFA :

- transport de marchandises générales par route pour compte personnel ;
- transport de marchandises dangereuses pour compte personnel ;
- services de transport de passagers par taxi exploités via des plateformes numériques.

6) Les frais de délivrance des autorisations de gestion des déplacements en zone urbaine ou interurbaine terminaux de transport est fixé à 50 000 FCFA.

7) Les frais de délivrance des autorisations pour les auxiliaires de transport routier suivants les professions sont fixées à 100 000 FCFA :

- gestion d'un terminal de transport routier urbain ;
- regroupement de marchandises
- s'engager dans l'activité de relocalisation.

8) La redevance de délivrance des autorisations de gestion d'un transport routier interurbain Le terminal est fixé à 200 000 FCFA.

9) Les conditions de délivrance des professions auxiliaires du transport routier suivantes sont fixées à 500 000 FCFA :

- gestion d'un terminal de transport routier de marchandises ;
- organisation du transport de marchandises par route.

ARTICLE TRENTE-QUATRE : Dispositions relatives aux amendes forfaitaires pour les infractions routières et les infractions à la protection du patrimoine routier

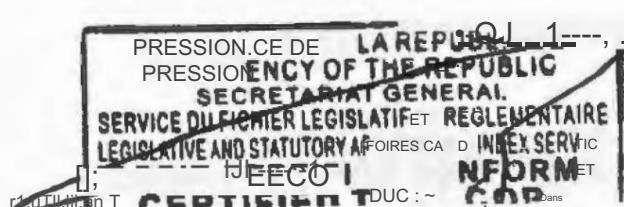
1) Amendes forfaitaires pour les infractions routières et les infractions concernant la protection des actifs routiers sont ceux prévus dans :

- le Code pénal ;
- le Code de procédure pénale ;
- Loi n° 2022/07 du 25 avril 2022 relative à la protection du patrimoine routier ;
- Décret n° 79-341 du 3 septembre 1979 modifié par le décret n° 86/818 du 30 juin 1986 portant code de la route.

2) Les montants des amendes visées au paragraphe 1 ci-dessus sont fixés à l'annexe 4 de ce chapitre.

ARTICLE TRENTE-CINQ : Dispositions relatives aux amendes dans le secteur maritime.

1) Les amendes dans le secteur maritime sont celles prévues par l'ordonnance n° 62-du-30 du 31 Mars 1962 instituant le Code de la Marine Marchande du Cameroun.



- 2) Les montants des amendes visées au paragraphe 1 ci-dessus sont fixés selon l'échelle figurant à l'annexe 5 du présent chapitre.

ARTICLE TRENTÉ-SIX : Dispositions relatives aux amendes dans le secteur de l'aviation civile.

- 1) Les amendes dans le secteur de l'aviation civile sont celles prévues par la loi n° 2013/10 du 24 Juillet 2013 portant réglementation de l'aviation civile au Cameroun.

- 2) Les montants des amendes visées au paragraphe 1 ci-dessus sont fixés selon l'échelle figurant à l'annexe 6 du présent chapitre.

ARTICLE TRENTÉ-SEPT : Dispositions relatives aux amendes dans le secteur ferroviaire.

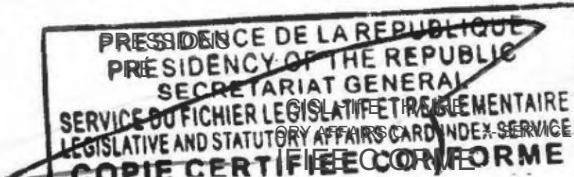
- 1} Les amendes dans le secteur ferroviaire sont celles prévues par la loi n° 2023/10 du 25 juillet 2023 régissant le secteur ferroviaire au Cameroun.

- 2) Les montants des amendes visées au paragraphe 1 ci-dessus sont fixés conformément avec l'échelle de l'annexe 7 du présent chapitre.

ANNEXES AU CHAPITRE TROIS

ANNEXE 1 : Amendes environnementales

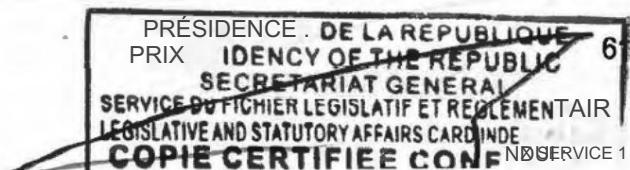
| Non. | Type d'infraction environnementale | Catégorie d'étude | Montant (en FCFA) |
|------|--|--|-------------------|
| 1 | Entrave à la conduite d'une mission d'audit, d'inspection ou de suivi des plans de gestion environnementale et sociale | Projet soumis à une étude d'impact environnemental et social | 500 000 |
| | | Projet soumis à une étude d'impact environnemental et social ou à un audit environnemental et social de synthèse | 5 000 000 |
| | | Projet soumis à une étude d'impact environnemental et social ou à un audit environnemental et social détaillé | 15 000 000 |
| | | Projet soumis à une évaluation environnementale stratégique | 30 000 000 |
| 2 | l'incapacité à restaurer ou à réhabiliter des sites pollués ou dégradés | Projet soumis à un impact environnemental et social déclaration | 30 000 000 |
| | | Projet soumis à une étude d'impact environnemental et social ou à un audit environnemental et social de synthèse | 15 000 000 |
| | | Projet soumis à une étude d'impact environnemental et social ou à un audit environnemental et social détaillé | 50 000 000 |
| | | Projet soumis à une évaluation environnementale stratégique | 100 000 000 |
| 3 | Laisser des déchets | | 10 000 000 |
| 4 | derrière soi L'établissement de décharges illégales ou spontanées | | 2000 000 |



| N° | Type d'infraction environnementale 5 | Catégorie d'étude | Montant (en FCFA) |
|----|---|--|-------------------|
| 6 | Déversement d'hydrocarbures à terre | Déversement | 10 000 000 |
| 6 | d'hydrocarbures dans les zones maritimes sous juridiction camerounaise | Déversement de | 500 000 000 |
| 7 | déchets dans les zones maritimes sous juridiction camerounaise | Rejet d'eaux | 250 000 000 |
| 8 | de ballast dans les eaux sous juridiction camerounaise | | 50 000 000 |
| 9 | Émissions d'odeurs supérieures aux seuils tolérés | Projet soumis à une étude d'impact environnemental et social | 500 000 |
| | | Projet soumis à une étude d'impact environnemental et social ou à un audit environnemental et social de synthèse | 3000.000 |
| | | Projet soumis à une étude d'impact environnemental et social ou à un audit environnemental et social détaillé | 10 000000 |
| | | Projet soumis à une évaluation environnementale stratégique | 20 000 000 |
| 10 | Défaut de soumission des rapports semestriels de suivi des plans de gestion environnementale et sociale sur une période d'un an | Projet soumis à une étude d'impact environnemental et social | 300 000 |
| | | Projet soumis à une étude d'impact environnemental et social ou à un audit environnemental et social de synthèse | 2000.000 |
| | | Projet soumis à une étude d'impact environnemental et social ou à un audit environnemental et social détaillé | 5 000 000 |
| | | Projet soumis à une évaluation environnementale stratégique | 10 000 000 |
| 11 | Pollution sonore et olfactive excessive dans les zones résidentielles et industrielles | | 1000 000 |
| | Défaut de soumission des rapports semestriels de gestion des déchets 12 sur une période d' un an | | 2.000. 000 |
| 13 | Commercialisation et importation de substances chimiques sans autorisation ou consentement préalable | | 5 000 000 |
| 14 | Possession de substances chimiques toxiques interdites, dangereuses et/ou obsolètes | | 5 000 000 |
| 15 | Cession ou utilisation d'un permis environnemental belonaina à un tiers | | 1.000 .000 |

ANNEXE 2A : Frais d'abattage d'animaux sauvages

| Non. | Animaux | Nouveau (FCAF) | | |
|------|-----------------|----------------|-----------|------------|
| | | Ressortissants | Résidents | Touristes |
| 1 | Eléphant | 1 000 000 | 1500 000 | 2 500 000 |
| 2 | Élands géants 3 | 1000 000 1 | 1500 000 | 21 500 000 |
| | Cerveau | 000 000 | 1500 000 | 2 500 000 |



| Non. | Animaux | Nouveau (FCAF) | | |
|--------------------------------|-------------------------|------------------|-----------|-------------|
| | | | 1 500 000 | Touristes |
| 4 | Lion | Ressortissants 1 | habitants | 2 500 000 |
| 5 Hippopotame 6 | | 000 000 | 800 000 | 1 000 000 1 |
| Buffle | | 300 000 | 800 000 | 000 000 1 |
| 7 | Damalisque, 8 | 300 000 300 000 | 800 000 | 000 000 1 |
| | Hippotrague 9 | 300 000 | 800 000 | 000 000 |
| | Cobes de Defassa 10 | 50 000 | 300 000 | 500 000 |
| | Bubale 12 | 50 000 | 200 000 | 500 000 |
| | Je ne composerai pas. | 50 000 | 200 000 | 500 000 |
| 13 Kob | Buffon | 50 000 | 100 000 | 200 000 |
| 14 Guib harnaché | | 50 000 | 100 000 | 200 000 |
| 15 | Cobe de Bohorreed | 50 000 | 100 000 | 200 000 |
| 16 | Gazelle | 50 000 | 100 000 | 200 000 |
| 17 | phacochère | 50 000 | 100 000 | 200 000 |
| 18 | Cochon des forêts géant | 50 000 | 100 000 | 200 000 |
| 19 Potamochère | | 50 000 | 100 000 | 200 000 |
| 29 Céphalophe à dos jaune 21 | | 50 000 | 100 000 | 200 000 |
| | Plongeur de la baie | 20 000 | 50 000 | 100 000 |
| 22 plongeur de Peters | | 20 000 | 50 000 | 100 000 |
| 23 Plongeur bleu | | 20 000 | 50 000 | 100 000 |
| 24 Le plongeur de Grimm | | 20 000 | 50 000 | 100 000 |
| 25 Céphalophes à flancs roux | | 20 000 | 50 000 | 100 000 |
| 26 | Autres plongeurs | 20 000 | 50 000 | 100 000 |
| 27 La perceuse | | 20 000 | 50 000 | 100 000 |
| 28 Babouin | | 20 000 | 50 000 | 100 000 |
| 29 Le Ratas (singe) 30 | | 10 000 | 30 000 | 50 000 |
| | Le Vervet (singe) 31 | 10 000 | 30 000 | 50 000 |
| | La civette | 10 000 | 60 000 | 100 000 |
| 32 | Porc-épic | 10 000 | 20 000 | 30 000 |
| 33 Porc-épic à queue en brosse | | 10 000 | 20 000 | 30 000 |
| 34 Le coupe-herbe | | 10 000 | 20 000 | 30 000 |
| 35 Python | | 10 000 | 80 000 | 100 000 |
| 36 Vipère du Gabon | | 10 000 | 20 000 | 30 000 |
| | Le varan du Nil 37 | 10 000 | 30 000 | 50 000 |
| 38 | Crocodile | 20 000 | 50 000 | 100 000 |
| 39 | Grand Calao | 5 000 | 10 000 | 20 000 |
| 40 Calao nain 41 | | 5000 | 10 000 | 20 000 |
| | Autres oiseaux | 5 000 | 10 000 | 2 000 |

ANNEXE 2B : Taxes pour la capture et la détention d'animaux sauvages

| Non. | Animaux | Nouveau (FCAF) | |
|----------|-------------------|----------------|--|
| | | Détention | Exportations commerciales et scientifiques |
| Oiseaux | | | |
| 1 | Autres oiseaux | 1 000 | 2 000 |
| Reptiles | | | |
| | Python | 10 000 | 15 000 |
| 1 2 | Crocodile du Nil | 20 000 | 40 000 |
| 3 | Varans | 10 000 | 15 000 |
| 4 | Autres crocodiles | 15 000 | 30 000 |
| 5 | Autres reptiles | 5 000 | 10 000 |



| Amphibiens | | | |
|------------|---------------------------------------|----------|-----------|
| 1 | grenouilles Goliath | 10 000 | 20 000 |
| 2 | Autres amphibiens | 2 000 | 5000 |
| 3 | Gastéropodes / mollusques / crustacés | 5 000/kg | 10 000/kg |

ANNEXE 3 : Taux des recettes du secteur Jeunesse et Éducation civique

Tableau 1 : Auvents et tentes fabriqués localement

| Non. | DESCRIPTION | FORFAITS JOURNALIERS POUR INDIVIDUS | FORFAITS JOURNALIERS POUR L'ADMINISTRATION, LES PROJETS , LES PROGR. | FORFAITS JOURNALIERS POUR ASSOCIATIONS ET LES JEUNES ET MOUVEMENTS |
|------|--------------------------------|-------------------------------------|--|--|
| 1 | Tente pour 100 personnes 5x8 m | 13 50(| 13 ooc | 10 ooc |
| 2 | Auvent pour 60 personnes 5x5m | 10 ooc | 7000 | 6 soc |
| 3 | Auvent pour 40 personnes 4x4m | 9 50(| 6 500 | 6 000 |
| 4 | Auvent pour 20 personnes 3x3m | 9 heures du matin | 6 ooc | 5 000 |

Tableau 2 : auvents importés

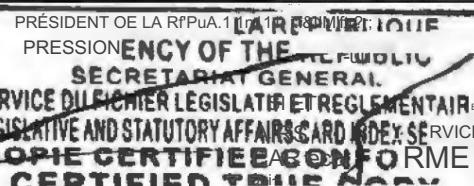
| Non. | DESCRIPTION | FORFAITS JOURNALIERS POUR INDIVIDUS | FORFAITS JOURNALIERS POUR LES ADMINISTRATIONS, PROJETS ET PROGRAMMES | FORFAITS JOURNALIERS POUR ASSOCIATIONS ET MOUVEMENTS DE JEUNESSE |
|------|-------------------------------|-------------------------------------|--|--|
| 1 | Auvent pour 60 personnes 5x5m | 25 000 | 20 000 | 15 000 |
| 2 | Auvent pour 40 personnes 4x4m | 20 000 | 15 000 | 10 000 |
| 3 | Auvent pour 20 personnes 3x3m | 15 000 | 10 000 | 7 000 |

Tableau 3 : Chaises, toilettes mobiles et véhicules podium

| No. | DESCRIPTION .. | TARIFS JOURNALIERS.. |
|-----|----------------------|----------------------|
| 1 | Chaises en plastique | 90 |
| 2 | Chaises réglables | 700 |
| 3 | Toilettes mobiles | 15000 |
| 4 | Podium de | 200 000 |

ANNEXE 4 : Amendes forfaitaires pour les infractions routières et les infractions contre la protection du patrimoine routier

| No. | Heading | Amount to b p_iid (dans CFAF) |
|-----|-----------------------------------|-------------------------------|
| 1 | Non-respect des règles de convois | 2 400 |
| | 2 Dépassemement illégal | 2400 |
| 3 | Mouvement incontrôlé du bétail | 2400 |
| 4 | Ouverture dangereuse des portes | 2400 |



| Non. | Titre. | Montant à calculer (en FCFA) |
|------|---|------------------------------|
| 5 | S'arrêter sur la route sans signal, abandonner un véhicule ou des animaux sur le trottoir | 3600 |
| 6 | Non-respect de la distance de sécurité entre deux véhicules | 3600 |
| 7 | Non-respect des exigences de distance entre les véhicules en stationnement | 3600 |
| 8 | Feux défectueux, non-respect des feux de circulation | 3600 |
| 9 | Freinage brusque, freins inefficaces | 3600 |
| 10 | Absence de plaque d'immatriculation | 3600 |
| 11 | Klaxon défectueux, klaxon excessivement fort | 3600 |
| 12 | Obstacle non signalé sur la route | 3600 |
| 13 | Non-respect d'un passage piéton | 3600 |
| 14 | Défaut de mise en place de signalisation en cas d'accident, défaut d'affichage des intentions (feux clignotants) | 3600 |
| 15 | Mauvais stationnement, stationnement sur un pont, stationnement près d'un passage à niveau | 3600 |
| 16 | Non-respect du droit de passage sur un traversier | 3 600 |
| 17 | Conduite à gauche | 25 000 |
| 18 | Mauvais virage | 25000 |
| 19 | Demi-tour effectué sans aucun signal | 25000 |
| 20 | Dépassement erroné | 25000 |
| 21 | Manque d'extincteur | 25 000 |
| 22 | Conduite en état | 25000 |
| 23 | d'ivresse Incapacité à contrôler le véhicule | 25000 |
| 24 | Obstruction des voies ferrées | 25 000 |
| 25 | Défaut de présentation du permis de conduire, absence de permis | 25 000 |
| 26 | Traversée imprudente de la route | 25000 |
| 27 | Non-respect de la masse maximale autorisée | 25000 |
| 28 | Non-respect des charges et mesures autorisées sur un pont ou un traversier | 25 000 |
| 29 | Refus d'obtempérer | 25000 |
| 30 | Dommages aux objets utilisés comme panneaux de signalisation | 25000 |
| 31 | Non-respect des panneaux de signalisation routière | 25 000 |
| 32 | Entrée dans une place de parking sans aucun signal | 25 000 |
| 33 | Excès de vitesse, dépassement de la limite de vitesse, incapacité à contrôler le véhicule, vitesse anormalement basse sur autoroute | 25000 |
| 34 | Plaque constructeur défectueuse | 2400 |
| 35 | Casque non ajusté mais porté | 3600 |
| 36 | Défaut de port de la ceinture de sécurité | 3600 |
| 37 | Manque de clés pour les services de dépannage | 3600 |
| 38 | Confusion sur la route | 3600 |
| 39 | Essuie-glace non fonctionnels | 3600 |
| 40 | Absence de plaque d'immatriculation | 3600 |
| 41 | Hom, klaxon défectueux, klaxon excessivement fort | 3600 |
| 42 | Revers non indiqué | 3600 |
| 43 | Moteurs défectueux, motos défectueuses | 3600 |
| 44 | Pas de panneau blanc | 3600 |
| 45 | Passagers transportés dans des conditions d'insécurité | 3600 |
| 46 | Pas de trousse de premiers secours | 3600 |
| 47 | Défaut de spécification de la masse maximale autorisée | 3600 |
| 48 | Failure to provide advance signals | 3600 |
| 49 | Manque de roue de secours, pneu usé | 3600 |
| 50 | Manque de clés pour les services de dépannage | 3600 |

PRÉSIDENCE DE LA REC1™

1r
TPR
64 POUR INDICER

SLATIF ET REMENTAIRE

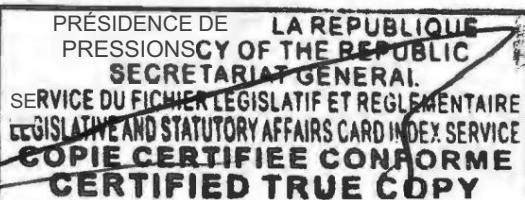
FF IRS CA 0 INOE1. SERVICE

KOFEE CO ORME

| Non; | Titre | Nombre d'Arnum être P Id (dans; FCFA) |
|------|---|---------------------------------------|
| 51 | Compteur de vitesse défectueux | 3600 |
| 52 | Fenêtre non transparente | 3600 |
| 53 | Pas de rétroviseur du tout | 3600 |
| 54 | Émission de gaz nocifs | 3600 |
| 55 | Bagages mal emballés | 25000 |
| 56 | Défaut de remise des billets aux passagers | 25000 |
| 57 | Manque de qualifications de chauffeur de taxi | 25000 |
| 58 | Absence de carte grise, défaut de présentation du document d'immatriculation du véhicule, certificat d'immatriculation expiré | 25000 |
| 59 | Chargement au-delà du contour extérieur du véhicule | 25000 |
| 60 | Pas d'extincteur | 25000 |
| 61 | Marche arrière défectueuse | 25 000 |
| 62 | Pas de casque (absence de casque) | 25000 |
| 63 | Pas de pare-brise | 25000 |
| 64 | Faux documents de véhicule | 25 000 |
| 65 | Non-respect du poids autorisé | 25 000 |
| 66 | Tuyau d'échappement défectueux | 25000 |
| 67 | Absence de certificat de conformité routière | 25 000 |

ANNEXE 5 : Amendes dans le secteur maritime

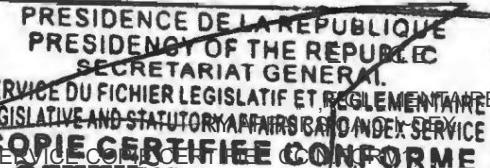
| Non : | Titre | Arn01Jht à payer. Qn (FCFA) |
|-------|--|--|
| 1 | Infractions aux règles et règlements du navire | <ul style="list-style-type: none"> - Pour les officiers : 1 000 à 50 000 FCFA - Pour les capitaines et membres d'équipage : une amende comprise entre 500 FCFA et 25 |
| 1 | Absence non autorisée et abandon de poste | 000 FCFA 5 000 à 50 000 |
| 2 | Le rôle du capitaine à l'entrée et à la sortie des ports | FCFA 18 000 à 180 000 FCFA |
| 3 | Abus d'autorité, mépris et agression d'un subordonné | <ul style="list-style-type: none"> 9 000 à 90 000 FCFA 18 000 à 180 000 FCFA dans le cas du capitaine du navire 9 000 à 90 000 |
| 4 | Manquement aux responsabilités du capitaine | FCFA ; 18 000 à 360 000 |
| 5 | Usurpation de commandement | FCFA 9 000 à 90 000 FCFA ; |
| 6 | Mépris envers un supérieur | |
| 7 | Non-respect des ordres de l'autorité chargée de la sécurité maritime | 9 000 à 90 000 FCFA |
| 8 | Refus du capitaine de prendre en charge une enquête ou de transporter un accusé | 18 000 à 360 000 FCFA |
| 9 | Abandonner une personne blessée ou malade à terre | 9 000 à 180 000 FCFA |
| 10 | Non-respect des prescriptions relatives au travail, à l'alimentation et au sommeil en mer Infraction aux | 18 000 à 180 000 FCFA |
| 11 | règles de navigation | 18 000 à 180 000 FCFA |
| 12 | Navigation non autorisée | <ul style="list-style-type: none"> Tonnage brut inférieur à 25 tonnes : 9 000 à 36 000 FCFA; Tonnage brut supérieur à 25 tonnes : 36 000 à 90 000 FCFA |
| 13 | Infractions aux règlements sur la liste d'équipage | Tonnage brut inférieur à 25 tonnes : 3 000 t9 9 000 FCFA; |



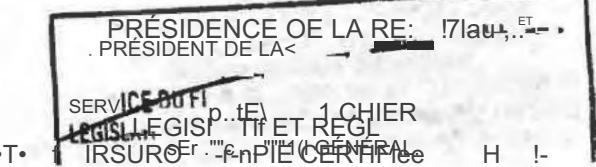
| Non. | Titre. | Montant à payer (en FCFA) : .. |
|------|--|--|
| | | Jauge brute supérieure à 25 tonnes : 9 000 à 54 000 FCFA |
| 14 | Infractions aux règles de sécurité de la navigation | 50 000 à 1 000 000 FCFA 3 000 |
| 15 | Accès à terre et embarquement clandestin | à 180 000 FCFA 3 000 à 90 |
| 16 | Chargement clandestin de marchandises | 000 FCFA |
| 17 | Aucune approbation de la liste d'équipage | 3 000 à 54 000 FCFA |
| 18 | Marques d'identité externes | 10 000 à 180 000 FCFA |
| 19 | Collision 10 000 à 300 000 CF AF | |
| 20 | Échouage dû à la négligence 10 000 à 300 000 CF AF | |
| 21 | Négligence du capitaine après un abordage 30 000 à 600 000 FCFA | |
| 22 | Infractions relatives à l'organisation générale des transports | 100 000 f à 1 000 000 FCFA |
| 23 | Pêche dans la zone de manœuvre des navires ou dans le chenal | 50 000 à 4 000 000 FCFA |
| 24 | Retenue de marchandises dans la zone portuaire sans preuve d'origine | 100 000 à 1 000 000 FCFA |
| 24 | Refus du capitaine d'obtempérer aux ordres du capitaine du port | 100 000 à 3 000 000 FCFA |
| 25 | amarrage incorrect d'un navire | 300 000 à 1 000 000 FCFA 500 |
| 26 | Non-respect d'un ordre de lever l'ancre | 000 à 5 000 000 FCFA |
| 27 | Pollution de la zone portuaire | 3 000 000 à 10 000 000 f |

ANNEXE 6 : Amendes dans le secteur de l'aviation civile

| No. | Méting .. | Montant à payer |
|-----|--|---------------------------------|
| 1 | Mise en service d'un aéronef sans certificat d'immatriculation et documents de navigabilité lorsque requis. | |
| 2 | Mise en service ou abandon d'aéronefs sans les marques d'identification prévues à l'article 21. | |
| 3 | Mettre ou laisser en circulation un aéronef dont les documents de navigabilité ou le certificat de limitation de nuisance ont cessé d'être valables. | 15 000 000 frs à 20 000 000 frs |
| 4 | Mettre ou laisser en circulation un aéronef qui, à tout moment, ne satisfait pas aux conditions techniques de navigabilité ayant servi de base à la délivrance du document de navigabilité, ou aux conditions permettant d'assurer le maintien de la validité de ce document. Mettre ou laisser | |
| 5 | en circulation un aéronef dans des conditions d'utilisation non conformes aux règles de sécurité édictées par la présente loi ou ses textes d'application relatifs aux équipements des aéronefs, à leurs modalités d'utilisation, à la composition des équipages et à leurs conditions d'emploi. | |
| 6 | Exploiter ou participer à l'exploitation d'un aéronef sans être titulaire d'un permis ou d'un document valide requis par la réglementation en vigueur. | 15 000 000 frs à 20 000 000 frs |
| 7 | Destruction ou falsification d'un des documents d'aéronef prévus par la présente loi. | |
| 8 | Exploiter ou participer à l'exploitation d'un aéronef dans les conditions prévues à l'article 58 de la présente loi. | |
| 9 | Piloter un aéronef sans posséder une licence appropriée. | 25 000 000 frs à 50 000 000 frs |
| 10 | Destruction ou falsification d'un des documents d'aéronef prévus par la présente loi. | |
| 11 | Piloter consciemment un aéronef dans les conditions prévues à l'article 135 de la présente loi. | |
| 12 | Destruction, détournement ou tentative de destruction ou de détournement d'un aéronef ou de pièces détachées au détriment d'un créancier hypothécaire, d'un créancier privilégié ou saisissant. | 6 000 000 frs à 20 000 000 frs |



| Non. | Titre | Montant à payer |
|------|--|------------------------------------|
| 13 | Apposer ou faire apposer sur un certificat d'immatriculation d'aéronef des marques qui ne sont pas conformes à celles du certificat d'immatriculation, qui enlèvent ou font enlever, rendent ou font rendre illisibles des marques qui ont été apposées avec exactitude. | 25 000 000 frs à 50 000 000 frs |
| 13 | Défaut de conserver l'un des documents de l'aéronef pendant cinq (5) ans à compter de la dernière immatriculation. | 1 000 000 frs à 5 000 000 |
| 14 | Quiconque, à bord d'un aéronef en vol, jette volontairement un objet susceptible de causer des dommages aux personnes ou aux biens se trouvant au sol. | 10 000 000 frs à 25 000 000 frs |
| 15 | Le pilote commandant de bord d'un aéronef qui, sachant que son aéronef vient de provoquer ou a été à l'origine d'un accident au sol, omet d'en informer immédiatement les autorités de l'aéroport le plus proche avec lequel il peut communiquer. | 15 000 000 frs à 20 000 000 frs |
| 16 | Défaut de souscription par un exploitant ou un propriétaire d'une police d'assurance pour son aéronef avant sa mise en service. | 25 000 000 frs à 50 000 000 frs 50 |
| 17 | Défaut de souscription d'une police d'assurance « Responsabilité Civile » et « Dommages globaux » pour couvrir les risques liés à la gestion d'un aéronef. | 000 000 frs à 100 000 000 frs |
| 18 | Tout exploitant d'aéronef dont l'équipage a enfreint l'une des règles de la circulation aérienne en vol ou au sol, lors de manœuvres précédant le décollage ou suivant l'atterrissement. | 25 000 000 frs à 500 000 000 frs |
| 19 | Création d'un aérodrome sans autorisation | 1 000 000 frs à 5 000 000 frs |
| 20 | Ouverture ou exploitation non autorisée d'un aérodrome, d'un organisme de maintenance, d'un organisme de formation, d'un aéroclub ou de toute autre entreprise aéronautique. | 000 000 frs à 100 000 000 frs |
| 21 | Survol de l'espace aérien camerounais en violation des dispositions de l'article 59 de la présente loi par l'exploitant d'un aéronef de nationalité étrangère. | 25 000 000 frs à 125 000 000 frs |
| 22 | Survol d'une zone interdite par un exploitant d'aéronef. | |
| 23 | Se trouver à bord d'un aéronef en vol sans pouvoir justifier sa présence par un billet régulier ou par l'assentiment de l'exploitant ou du commandant de bord. | 1 000 000 frs à 500 000 frs |
| 24 | Non-respect ou refus d'obtempérer aux instructions du commandant de bord concernant la sécurité de l'aéronef ou celle des personnes à bord. | |
| 25 | Refus d'un pilote de se conformer aux injonctions des autorités compétentes et survol d'une zone ou d'une partie du territoire déclarée en état de siège. | 500 000 frs à 2 000 000 frs |
| 26 | Français Utilisation à bord d'un aéronef d'objets ou de matériels interdits au transport. 1 00 000 frs à Utilisation d'un appareil | |
| 27 | photographique ou cinématographique au-dessus d'une zone interdite. 500 000 frs Installation ou utilisation d'un appareil | |
| 28 | frauduleusement installé dans ou à proximité d'un aéroport. 5 000 000 frs à de nature à compromettre la sécurité de la navigation aérienne. 25 000 000 frs Défaut de tenue par le pilote commandant de bord de l'un des carnets de vol ou | inscriptions inexactes |
| 29 | dans ceux-ci. 3 000 000 frs à 10 Défaut par l'exploitant d'un aéronef d'entretenir l'aéronef, le matériel de bord et les autres équipements nécessaires à la sécurité de l'exploitation. | |
| 30 | | 25 000 000 frs à 100 000 000 frs |
| 31 | Atterrissage en dehors d'un aérodrome sans motif légitime. | 2 000 000 frs à 5 000 000 frs |
| 32 | Atterrissage lors d'un vol international sur un aérodrome non ouvert au service international sans motif légitime. | |
| 33 | Quiconque, exerçant un travail pour lequel une licence est requise, est surpris à son poste de travail en flagrant délit d'ivresse ou sous l'effet d'une substance psychoactive ou psychotrope. | 10 000 000 frs à 25 000 000 frs |
| 34 | Un commandant de bord qui engage un vol sans s'assurer que toutes les conditions de sécurité requises sont réunies. | 10 000 000 frs à 25 000 000 frs 15 |
| 35 | L'emploi d'un membre de l'équipage de conduite ou de tout autre personnel aéronautique ne répondant pas aux conditions de qualification requises. Le refus d'exécuter | 000 000 frs à 25 000 000 frs |
| 36 | les instructions des services de contrôle de la circulation aérienne, sans motif légitime. raison | 5 000 000 frs à 10 000 000 frs |
| 37 | Sans autorisation préalable, effectuer des vols à basse altitude ou des manœuvres constituant des spectacles publics. | 2 000 000 frs à 5 000 000 frs |
| 38 | Un vol acrobatique ou acrobatique impliquant des manœuvres périlleuses et inutiles au-dessus des zones urbaines. | |



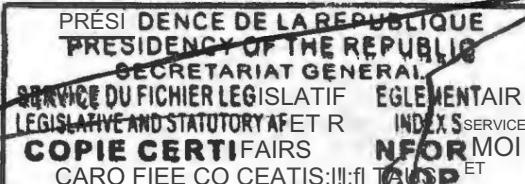
| Num | Titre | Montant à payer 5 000 |
|-----|--|---|
| 39 | Quiconque effectue un vol en violation des règles applicables à ce vol. | 000 frs à 10 000 000 frs |
| 40 | Refus de participer aux opérations de recherche et de sauvetage des victimes d'une catastrophe aérienne, sans motif légitime. | 1 000 000 frs à 50 000 000 frs |
| 41 | Maintien en service d'un travailleur aéronautique au-delà de la durée fixée par règlement. | 5000 000 frs à 100 000 000 frs |
| 42 | Sans motif légitime, refuser d'obtempérer à une convocation des inspecteurs de sécurité ou des agents de sûreté. | 1 00 000 frs à 500 000 frs |
| 43 | Refus de communiquer aux autorités chargées de l'enquête, les enregistrements, les matériels ou tout autre document leur permettant d'accomplir leur mission. | |
| 44 | Refus de transmettre à l'autorité compétente des informations statistiques et financières ou toute autre information relative à une activité de transport aérien. | 1 000 000 frs à 5 000 000 frs |
| 45 | Entrave à l'exercice des fonctions d'un officier de police judiciaire spécial ou d'un officier de police à compétence générale au cours d'une enquête pénale relative à l'aviation civile. | |
| 46 | Enlèvement, dissimulation ou rétention de tout ou partie d'un aéronef impliqué dans un accident ou un incident, ou revendication de propriété de tout bien qui se trouvait à bord de cet aéronef. | 2 000 000 frs à 1 000 000 frs 1 000 |
| 47 | Modification de l'état du lieu d'un accident ou d'un incident d'aviation civile. | 000 frs à 5 000 000 frs |
| 48 | Agression, menaces physiques ou menaces verbales contre le personnel navigant dans l'exercice de ses fonctions. | 200 000 frs à 2 000 000 frs 200 |
| 49 | Non-respect de l'interdiction de fumer dans les toilettes ou ailleurs dans l'avion, ou de fumer dans lesdites zones. | 000 frs à 500 000 frs 5 000 000 |
| 50 | Endommager un détecteur de fumée ou tout autre dispositif de sécurité installé à bord de l'aéronef. | frs à 10 000 000 frs 500 000 frs à 2 |
| 51 | Utilisation ou possession illégale d'un appareil électronique portable ou de tout autre objet à bord d'un aéronef. | 000 000 frs |
| 52 | Un dirigeant d'une entreprise publique de transport aérien qui fait preuve de discrimination en matière d'accès du public à ses services de transport. | |
| 53 | L'exploitant d'une entreprise de transport public qui ne respecte pas les obligations prévues dans sa licence ou son autorisation d'exploitation. | 3 000 000 frs à 30 000 000 frs |
| 54 | L'exploitant d'une entreprise de transport public qui méconnaît les itinéraires indiqués dans sa licence ou son autorisation d'exploitation ou qui ne respecte pas les tarages, fréquences ou horaires approuvés ou visés par les autorités compétentes ou enregistrés auprès de ces dernières. | |
| 55 | Exploitant d'une entreprise de transport aérien public irrégulier qui annonce des horaires et des itinéraires de vols réguliers ou annonce des vols selon une certaine fréquence, ou qui effectue périodiquement des vols certains jours de la semaine avec une fréquence telle qu'ils sont assimilés à une série de vols réguliers. | 2 000 000 frs à 1 0 000 000 frs |
| 56 | Installation ou utilisation dans les périmètres et aux abords d'un aéroport, sans autorisation préalable, de tout dispositif susceptible de compromettre la sécurité de la navigation aérienne. | 25 000 000 frs à 100 000 000 frs |
| 57 | Le fait de pénétrer ou de séjourner sans autorisation sur les terrains et zones interdits par les règlements et instructions générales des aérodromes affectés à un service public. | 1 00 000 frs à 500 000 frs |
| 58 | Laisser du bétail ou des animaux de trait, porteurs ou montés dans les mêmes espaces et zones. | |
| 59 | Obstruer par quelque moyen que ce soit et pour quelque raison que ce soit une piste, une bande, une route, une zone ou une clairière adjacente. | 1 00 000 frs à 1 000 000 frs 2 |
| 60 | Obstruer par quelque moyen que ce soit et pour quelque raison que ce soit une piste, une bande, une route, une zone ou une clairière adjacente. | 000 000 frs à 5 000 000 frs 500 000 |
| 61 | Quiconque détériore un aérodrome ou les différentes pistes attenantes, ou érige sur les terrains, des travaux de nature à compromettre la sécurité du trafic aérien. | frs à 5 000 000 frs |



ANNEXE 7 : Amendes dans le secteur ferroviaire

| Non. | Rubrique | Un_montant à payer |
|------|--|----------------------------------|
| 1 | Mise en service ou maintien en service de matériel roulant n'ayant pas obtenu de certificat d'immatriculation et d'autorisation d'utilisation. | |
| 2 | Mise en service ou maintien en service de matériel roulant n'ayant pas subi la procédure de codification prévue à l'article 83 de la présente loi. | |
| 3 | Mettre ou laisser en circulation du matériel roulant pour lequel l'autorisation n'est pas valable. | |
| 4 | Mettre ou laisser mettre en circulation du matériel roulant qui ne respecte pas les conditions techniques de circulation ayant servi de base à la délivrance de l'autorisation de mise en circulation du matériel roulant ou les règles de maintien de la validité d'un tel document. | 15 000 000 frs à 20 000 000 frs |
| 5 | Mettre ou laisser mettre en service du matériel roulant dans des conditions non conformes aux règles de sécurité édictées par la présente loi ou ses textes d'application relatives à l'équipement des trains, aux modalités de leur utilisation et à leurs conditions d'exploitation. | |
| 6 | Conduire ou participer à la conduite d'un train sans être titulaire d'un titre ou d'un document valide exigé par la réglementation en vigueur. | 5 000 000 frs à 10 000 000 frs |
| 7 | Destruction, falsification, saisie d'informations inexactes ou défaut de remplir la feuille de traction. | |
| 8 | Apposition sur le matériel roulant d'informations d'immatriculation incompatibles avec le certificat d'immatriculation, suppression ou floutage des marques qui ont été apposées avec précision. | 25 000 000 frs à 50 000 000 frs |
| 9 | Défaut de conservation par le propriétaire ou le locataire, dûment inscrit au registre ferroviaire, des documents relatifs au matériel roulant pendant 5 ans à compter de la dernière inscription. | 1 000 000 frs à 5 000 000 frs |
| 10 | Lancer délibérément (à bord d'un train en mouvement) tout objet susceptible de causer des dommages aux personnes ou aux biens sur la propriété ferroviaire. | 100 000 frs à 1 000 frs |
| 11 | Lancer volontairement (à l'intérieur ou à l'extérieur des locaux ferroviaires) tout objet susceptible de causer des dommages aux personnes ou aux biens se trouvant dans les locaux ferroviaires. | 100 000 frs à 1 000 000 frs |
| 12 | Défaut de déclaration par le conducteur ou son assistant d'un accident récemment causé ou provoqué. | |
| 13 | Refus injustifié de s'arrêter à la station la plus proche du lieu de l'accident, ce qui pourrait compromettre la sécurité des passagers. | 5 000 000 frs à 10 000 000 frs |
| 14 | Le défaut de souscription d'une police d'assurance appropriée pour son matériel roulant peut entraîner sa mise en service. | 25 000 000 frs à 50 000 000 frs |
| 15 | Défaut de souscription d'une assurance contre les risques professionnels pour son personnel. | |
| 16 | Défaut de souscription d'une assurance « Responsabilité Civile » et « Dommages Généraux » pour couvrir le risque de gestion de l'exploitant. | 50 000 000 frs à 100 000 000 frs |
| 17 | Le défaut de souscription à la police d'assurance constitue une faute professionnelle imputable au gérant de la société exploitante. | 000 000 frs à 20 000 000 frs |
| 18 | Infraction au code de la route par le conducteur et son assistant. | 500 000 frs à 100 000 000 frs |
| 19 | Création et ouverture non autorisées d'un centre de formation aux métiers du transport ferroviaire. | 5 000 000 frs à 25 000 000 frs |
| 20 | Présence non justifiée par un titre de transport valide ou non approuvée par l'opérateur. | |
| 21 | Refus d'obéir aux instructions des officiers de la police spéciale des chemins de fer, concernant la sécurité du train ou celle des personnes transportées. | 25 000 frs à 100 000 frs |
| 22 | Refus du conducteur du train d'obtempérer aux ordres des autorités compétentes de quitter une zone interdite. | " |
| | | 2 000 000 frs à 10 000 000 frs |

| Non. | Titre | Montant à payer 100 |
|------|--|---|
| 23 | Utilisation à bord d'un train d'objets ou d'appareils dont le transport est interdit. | 000 frs à 500 000 frs 25 000 000 |
| 24 | Installation ou utilisation frauduleuse d'un dispositif à l'intérieur ou à proximité d'une gare susceptible de compromettre la sécurité des transports ferroviaires. | frs à 100 000 000 frs |
| 25 | Manquement de l'exploitant ferroviaire à l'obligation d'entretenir le matériel roulant ou l'infrastructure exploitée de manière à garantir la sécurité de l'exploitation. | 25 000 000 frs à 250 000 000 frs |
| 26 | Exécution d'un travail technique pour lequel un certificat d'aptitude professionnelle est requis, sous l'influence de l'alcool ou d'une substance psychoactive ou psychotrope. | 10 000 000 frs à 25 000 000 |
| 27 | Conduire sans assurer les conditions de sécurité requises. | 10 000 000 frs à 25 000 000 frs |
| 28 | Recrutement d'un membre du personnel technique affecté à des tâches de conduite de train ou de sécurité qui ne répond pas aux qualifications requises. | 15 000 000 frs à 25 000 000 frs |
| 29 | Refus d'exécuter les instructions des services de gestion du trafic ferroviaire sans motif légitime. | 5 000 000 frs à 10 000 000 frs 1 00 000 |
| 30 | Refus de participer aux opérations de recherche et de sauvetage des victimes d'une catastrophe ferroviaire. | frs à 1 000 000 frs 50 000 000 frs |
| 31 | Maintenir le personnel technique ferroviaire au travail au-delà des heures légales de travail. | à 100 000 000 frs |
| 32 | Tout travailleur qui continue à travailler au-delà du délai réglementaire. | 100 000 frs à 1 000 000 frs |
| 33 | Violation de l'interdiction de fumer en dehors des zones définies du train. | 200 000 frs à 500 000 frs |
| 34 | Refus d'honorer une convocation émise par les agents de l'Autorité de Régulation et de Sécurité Ferroviaire, sans motif légitime. | 100 000 frs à 500 000 frs |
| 35 | Faire obstacle à la conduite des audits, inspections ou toute autre expertise prévus par la présente loi et ses textes d'application. | |
| 36 | Refus de fournir aux autorités chargées de mener des enquêtes des enregistrements, des matériaux ou tout autre document leur permettant d'exercer leurs fonctions. | 1 000 000 frs à 5 000 000 frs |
| 37 | Enlèvement ou rétention de tout ou partie d'un train impliqué dans un accident ou un incident, ou revendication de propriété d'un objet qui se trouvait à bord de ce train. | 2 000 frs à 10 000 000 frs |
| 38 | Modification de l'état du site de l'accident ferroviaire ou de l'incident. | 1 000 000 frs à 5 000 000 frs 200 |
| 39 | Agression, menaces physiques ou verbales contre le personnel technique et de sécurité dans l'exercice de ses fonctions. | 000 frs à 20 000 000 frs 5 000 000 |
| 40 | Dommages causés à tout dispositif de sécurité installé à bord d'un train. | frs à 10 000 000 frs |
| 41 | Présence non autorisée dans les zones interdites par les règlements et instructions générales de sécurité ferroviaire, | 100 000 frs à 500 000 frs |
| 42 | Permettre aux animaux dont on a la garde de rester dans les mêmes zones et espaces. | |
| 43 | Obstruction par quelque moyen et pour quelque raison que ce soit, de la voie ferrée ou d'une voie de circulation. | 100 000 frs à 25 000 000 frs 2 000 |
| 44 | Violation des voies ferrées établies dans l'intérêt du trafic ferroviaire. | 000 frs à 25 000 000 frs |
| 45 | Quiconque détériore l'infrastructure ou les différentes voies adjacentes, érige ou place sur l'emprise des installations ferroviaires des objets de nature à compromettre la sécurité du trafic ferroviaire. | 500/ 100 000 frs à 25 10 000 \$ juniors |



CHAPITRE QUATRE

AFFECTATION DES RECETTES

DIVISION 1

COMPTES D'AFFECTATIONS SPÉCIALES

ARTICLE TRENTE-HUIT : Remboursement des opérations financières du Fonds spécial des télécommunications au budget général de l'Etat.

- (1) Les dispositions de l'**ARTICLE 120-120** de la loi n° 2019/023 du 24 décembre 2019 : Loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2020, instituant le compte d'affectation spéciale intitulé « Spécial « Fonds de développement des télécommunications » sont abrogés.
- (2) Les recettes et dépenses initialement affectées audit fonds seront remboursées intégralement au Budget Général de l'Etat.
- (3) Les recettes et dépenses visées au paragraphe 2 ci-dessus comprennent :
 - (a) Revenus :
 - la part des contributions annuelles des opérateurs et des parties prenantes du secteur électrique services de communications électroniques, jusqu'à 3 % de leur chiffre d'affaires, hors impôts;
 - revenus provenant de la production et de la publication du bulletin d'abonnement universel annuaire;
 - le pourcentage des frais d'entrée et de renouvellement provenant de la vente et du renouvellement de autorisations;
 - 50 % de l'excédent budgétaire constaté à la fin de l'exercice sur le opérations de l'Agence de régulation des télécommunications;
 - dons et legs.
 - (b) Dépenses :
 - le financement du service universel des communications électroniques ;
 - opérations de développement des communications électroniques à l'échelle nationale ;
 - opérations de développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) ;
 - activités liées à la sécurité des réseaux de communications électroniques et systèmes d'information;
 - les contributions financières de l'Etat aux organisations internationales dans le secteur des communications;
 - toute autre opération stratégique décidée par le Président de la République.

ARTICLE TRENTE-NEUF : Le plafond du compte d'affectation spéciale pour le soutien aux politiques culturelles pour l'année 2024 est fixé à 300 000 000 (trois cents millions) de FCFA.

ARTICLE QUARANTE : Le plafond du compte d'affectation spéciale pour le financement des projets de développement durable dans le domaine de l'eau et de l'assainissement pour l'année 2024 est fixé à 900 000 000 (neuf cents millions) de FCFA.

ARTICLE QUARANTE ET UN : Le plafond des ressources destinées à alimenter le Fonds spécial pour la protection de la faune sauvage pour l'exercice 2024 est fixé à FCAr. 500 000 000 (cinq cents millions).



ARTICLE QUARANTE-DEUX : Le plafond des taxes à verser au Fonds Spécial de Développement Forestier au titre de l'exercice 2024 est fixé à 3 000 000 000 (trois milliards) de FCFA.

ARTICLE QUARANTE-TROIS : Le plafond du Fonds National pour l'Environnement et le Développement Durable est fixé à 1 500 000 000 (un milliard cinq cents millions) de FCFA pour l'exercice 2024.

ARTICLE QUARANTE-QUATRE : La dotation aux ressources destinées au compte d'affectation spéciale pour le développement du secteur postal au titre de l'exercice 2024 est fixée à 900 000 000 (neuf cents millions) de FCFA.

ARTICLE QUARANTE-CINQUIÈME ; Le plafond des ressources affectées au Fonds Spécial des Activités de Sécurité Electronique pour l'exercice 2024 est fixé à 1 500 000 000 (un milliard cinq cents millions) de FCFA.

ARTICLE QUARANTE-SIX : Le plafond du compte d'affectation spéciale pour le soutien et le développement des activités touristiques et de loisirs pour l'exercice 2024 est fixé à 1 000 000 000 (un milliard) de FCFA.

ARTICLE QUARANTE-SEPT ; Le plafond des ressources affectées au compte d'affectation spéciale pour la production de documents de transport sécurisés pour l'exercice 2024 est fixé à 6 000 000 000 (six milliards) de FCFA .

ARTICLE QUARANTE-HUIT : Le plafond des ressources affectées au Fonds de Développement du Secteur de l'Electricité pour l'exercice 2024 est fixé à 15 000 000 000 (quinze milliards) de FCFA.

ARTICLE QUARANTE-NEUF : Le plafond des ressources affectées au Fonds de Financement de la Reconstruction des Zones Economiquement Sinistrées des Régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest pour l'exercice 2024 est fixé à 30 000 000 000 (trente milliards) de FCFA.

DIVISION 2

PLAFOND DES IMPÔTS AFFECTÉS AUX ORGANISMES PUBLICS

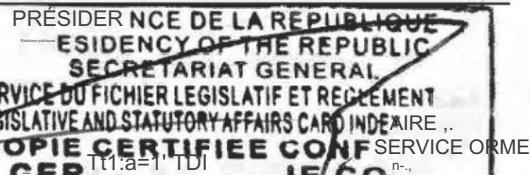
ARTICLE CINQUANTE : Le plafond de la contribution allouée au Fonds de Crédit à l'Habitat du Cameroun (CFC) est fixé à 2 000 000 000 (deux milliards) de FCFA au titre de l'exercice 2024.

ARTICLE CINQUANTE ET UN : Le plafond de la contribution affectée au Fonds National de l'Emploi (FNE) est fixé à 9 000 000 000 (neuf milliards) de FCFA pour l'exercice 2024.

ARTICLE CINQUANTE-LW0 : Le plafond des crédits de régulation des marchés publics alloués à l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) est fixé à 8 000 000 000 (huit milliards) de FCFA au titre de l'exercice 2024.

ARTICLE CINQUANTE-TROIS : Le plafond du produit de la Taxe Spéciale sur les Produits Pétroliers (TSPP), des recettes de péage et de pesage, versé au Fonds Routier est fixé à 50 000 000 000 (cinquante milliards) de FCFA pour l'exercice 2024.

ARTICLE CINQUANTE-QUATRE : Le plafond des redevances versées par les organismes portuaires autonomes à l'Autorité Portuaire Nationale (APN) est fixé à 5 100 000 000 (cinq milliards cent millions) de FCFA au titre de l'exercice 2024.



ARTICLE CINQUANTE-CINQ.- Le plafond des recettes du droit de timbre sur les véhicules affecté aux collectivités territoriales décentralisées est fixé à 7 000 000 000 (sept milliards) de francs CFA pour l'exercice 2024.

ARTICLE CINQUANTE-SIX.- Le plafond de la part des ressources du Fonds de Crédit à l'Habitat du Cameroun et du Fonds Spécial des Télécommunications allouée à l'Agence de Promotion des Investissements (API) est fixé à six milliards (6 000000000) de FCFA au titre de l'exercice 2024.

ARTICLE CINQUANTE-SEPT.- Le plafond de la part de la redevance et du produit des amendes allouée par la loi n° 2011/022 du 14 décembre 2011 régissant le secteur de l'électricité à l'Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité (ARSEL), est fixé à 4 FCFA .

500 000 000 (quatre milliards cinq cents millions) pour l'exercice 2024.

ARTICLE CINQUANTE-HUIT.- Le plafond de la part des droits d'entrée et/ou de renouvellement des licences accordées aux prestataires de services de sécurité des réseaux et des systèmes d'information, la part des pénalités infligées, la redevance annuelle de 0,5 % du chiffre d'affaires des opérateurs et exploitants de réseaux de communications électroniques, la part de la redevance d'utilisation des adresses, préfixes et numéros de téléphone, ainsi que la part des redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques attribuées à l'Agence nationale des technologies de l'information et de la communication (ANTIC), sont fixés à 5 500 000 000 (cinq milliards cinq cents millions) de FCFA pour l'exercice 2024.

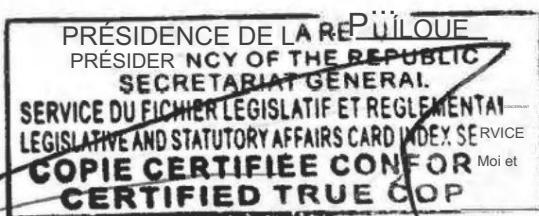
ARTICLE CINQUANTE-NEUF.- Le plafond de la quote-part des droits d'entrée et/ou de renouvellement des licences d'activités du secteur des télécommunications, la quote-part des pénalités instituées par la loi régissant les communications électroniques¹ , la quote-part des redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques, la quote-part des redevances d'utilisation des adresses, préfixes et numéros ou blocs de numéros, ainsi que la redevance annuelle de 1,5 % du chiffre d'affaires hors taxes des opérateurs de réseaux et prestataires de services, allouée à l'Agence de Régulation des Télécommunications (ART), sont fixés à quinze milliards (15 000 000 000) de FCFA pour l'exercice 2024.

ARTICLE SOIXANTE.- Le plafond des redevances aériennes et la part des amendes perçues en application de la loi régissant l'aviation civile au Cameroun, allouées à la Cameroon Civil Aviation Authority (CCAA), sont fixées à 16 500 000 000 (seize milliards cinq cents millions) de francs CFA pour l'exercice 2024.

ARTICLE SOIXANTE ET UN.- Le plafond de la part de la taxe de contrôle du Programme de Vérification des Importations (PVI) allouée à l'Agence Nationale des Normes et de la Qualité (ANOR) est fixé à 6 500 000 000 (six milliards cinq cents millions) de FCFA au titre de l'exercice 2024.

ARTICLE SOIXANTE-DEUX.- Le plafond de la part de la redevance prélevée sur le chiffre d'affaires des opérateurs du secteur de l'électricité et sur les excédents budgétaires du régulateur du secteur de l'électricité allouée à l'Agence d'Electrification Rurale (AER), est fixé à quatre milliards (4 000 000 000) de FCFA pour l'exercice 2024.

ARTICLE SOIXANTE-TROIS.- Le plafond de la part des droits sur l'exportation du cacao et du café, ainsi que du produit des amendes résultant notamment de l'exportation des produits de mauvaise qualité, affectée au Fonds de Développement des Filières Cacao et Café (CCSDF), est fixé à 8 000 000 000 (huit milliards) de FCFA au titre de l'exercice 2024 .



ARTICLE SOIXANTE-QUATRE.- Le plafond de la part des redevances sur les exportations de cacao et de café revenant à l'Office National du Cacao et du Café (ONCC) est fixé à 6 000 000 000 (six milliards) de francs CFA au titre de l'exercice 2024.

ARTICLE SOIXANTE-CINQ.- Le plafond du produit des cotisations annuelles des chargeurs professionnels et des frais d'émission des Bordereaux Electroniques de Suivi des Cargaisons (BES) alloué au Conseil National des Chargeurs du Cameroun (CNCC), est fixé à sept milliards (7 000 000 000) de FCFA au titre de l'exercice 2024.

ARTICLE SOIXANTE-SIX.- Le plafond des recettes provenant des taxes d'inspection sanitaire vétérinaire sur le commerce international et des autres taxes d'inspection sanitaire vétérinaire affectées au Fonds de Développement de la Pêche Maritime (CDPM), est fixé à 1 500 000 000 (un milliard cinq cents millions) de FCFA pour l'exercice 2024.

ARTICLE SOIXANTE-SEPT.- Le plafond des recettes provenant de la part de la taxe d'inspection sanitaire et vétérinaire à l'importation, de la part des droits d'exportation du cacao et du café et de la part des taxes consulaires additionnelles, attribuées à la Chambre d'agriculture, des pêches, de l'élevage et des forêts (CAPEF), est fixé à 2 500 000 000 (deux milliards cinq cents millions) de francs CFA pour l'exercice 2024.

ARTICLE SOIXANTE-HUIT.- Le plafond des recettes provenant de la part de la taxe d'inspection sanitaire et vétérinaire à l'importation et de la part des recettes des taxes agricoles et autres taxes d'inspection sanitaire vétérinaire, affectées au Fonds de Développement de l'Elevage du Nord-Ouest (CDENO), est fixé à 1 000 000 000 (un milliard) de francs CFA pour l'exercice 2024.

ARTICLE SOIXANTE-NEUF.- Le plafond des recettes provenant de la part de la taxe d'inspection sanitaire et vétérinaire à l'importation et de la part des recettes des taxes agricoles et autres taxes d'inspection sanitaire vétérinaire, affectées au Fonds de Développement de l'Elevage du Nord (CDEN), est fixé à 1 000 000 000 (un milliard) de francs CFA, au titre de l'exercice 2024.

TROISIÈME PARTIE

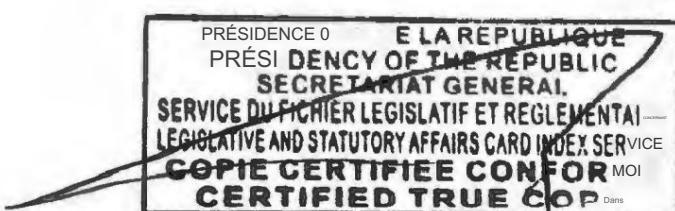
DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE DES RESSOURCES ET DE L'ÉTAT DÉPENSES BUDGÉTAIRES

ARTICLE SOIXANTE-DIX : Le budget de l'Etat pour l'exercice 2024 est équilibré en ressources et en dépenses à 6 740 100 000 000 FCFA , dont 679 500 000 000 FCFA pour le Budget Général et 60 600 000 000 FCFA pour les Comptes d'Affectations Spéciales.

CHAPITRE UN

ÉVALUATION DES RESSOURCES

ARTICLE SOIXANTE ET ONZE : Les produits et revenus applicables à l'Assemblée générale Le budget de la République du Cameroun pour l'exercice 2024 est estimé à 679 500 000 000 FCFA , répartis par nature de recettes comme suit :



(Unité : millions de FCFA)

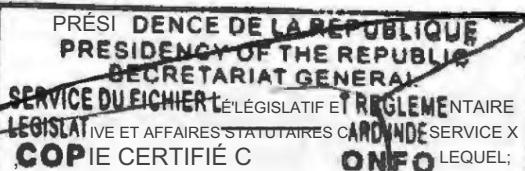
| COMPTES | TITRE | 2023 | 2024 |
|---------|--|-----------|-----------|
| | A-REVENUS | 4 780 500 | 5 190 100 |
| | TITRE 1- RECETTES FISCALES | 3815700 | 4168 100 |
| 711 | IMPÔTS SUR LE REVENU, LES BÉNÉFICES ET LE CAPITAL GAINS | 929 900 | 967 510 |
| 712 | IMPÔTS SUR LES SALAIRES ET AUTRES RÉMUNÉRATION | 322 000 | 340 000 |
| 713 | IMPÔTS SUR LA PATRIMOINE | 26 100 | 26 800 |
| 714 | TAXES ET DROITS INTÉRIEURS SUR LES MARCHANDISES ET SERVICES | 1 974 532 | 2 204 483 |
| 715 | IMPÔTS SUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR ET INTERNATIONAL TRANSACTIONS | 466 668 | 515 322 |
| 716 | AUTRES TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES | 14 500 | 14 485 |
| 719 | AUTRES RECETTES FISCALES | 82 000 | 99 500 |
| | PARTIE II - SUBVENTIONS, CONTRIBUTIONS ET LEGAC/ES | 101 000 | 96 800 |
| 741 | SUBVENTIONS D'INSTITUTIONS INTERNATIONALES | 45 400 | 45 600 |
| 742 | SUBVENTIONS DE PUBLICS ÉTRANGERS ADMINISTRATIONS | 55 600 | 51 200 |
| | PARTIE III - CONTRIBUTIONS SOCIALES | 60 000 | 58 007 |
| 725 | COTISATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE | 60 000 | 58 007 |
| | PARTIE IV · AUTRES REVENUS | 803 800 | 867 193 |
| 721 | REVENUS DES BIENS ET ACTIFS DE L'ÉTAT AUTRE QUE LES INTÉRÊTS | 684 814 | 714 713 |
| 722 | FRAIS ET CHARGES ADMINISTRATIFS | 28 126 | 29 295 |
| 723 | AMENDES, SANCTIONS ET SANCTIONS FINANCIÈRES | 9447 | 10 960 |
| 729 | REMBOURSEMENT NON RÉSOUPLES MONTANTS INVALIDÉS | 15 137 | 42888 |
| 752 | PAYÉ | 426 | |
| 754 | PRODUIT DE LA VENTE D'IMMOBILISATIONS | 282 | 294 |
| 759 | AUTRES REVENUS EXCEPTIONNELS | 35 116 | 52 322 |
| 771 | INTÉRÊTS SUR PRÊTS ET DÉCOUVERTS | 49 | 57 |
| 772 | INTÉRÊTS SUR LES DÉPÔTS À TERME | 726 | 842 |
| 774 | INTÉRÊTS SUR LES TITRES NÉGOCIAIBLES | 231 | 268 |
| 775 | PLUS-VALUES DE DÉTENTION SUR ACTIFS FINANCIERS | 28 900 | 14 966 |
| 776 | GAINS DE CHANGE | 253 | 340 |
| 779 | AUTRES REVENUS FINANCIERS | 293 | 248 |
| | B - PRÊTS ET AUTRES FINANCEMENTS | 1 862 000 | 1489400 |
| 141 | OBLIGATIONS DU TRÉSOR | 450 000 | 375 000 |
| 151 | PRÊTS POUR PROJETS MULTILATÉRAUX | 313 271 | 357 375 |
| 152 | PRÊTS DE PROJETS DES GOUVERNEMENTS AFFILIÉ AU CLUB DE PARIS | 16 930 | 10 383 |
| 153 | PRÊTS INITIAUX POUR LES PROJETS DES GOUVERNEMENTS NON AFFILIÉ AU CLUB DE PARIS | 267 557 | 314 040 |
| 155 | PRÊTS DE PROJETS DE PARTICIPANTS PRIVÉS ÉTRANGERS ORGANISATIONS SECTORIELLES | 197 542 | 25 354 € |

(Unité : millions de FCFA)

| COMPTES | TITRE | 2023 | 2024 |
|--|---|-----------|-----------|
| 161 | PRÊTS DU PROGRAMME MULTILATÉRAL | 238 000 | 125 900 |
| 162 | PRÊTS DU PROGRAMME INITIAL DE GOUVERNEMENTS AFFILIÉS AU CLUB DE PARIS | 27 000 | 26 000 |
| 175 | AUTRES PRÊTS INITIAUX DE L'EXTÉRIEUR ORGANISMES DU SECTEUR PRIVÉ | 200 000 | 0 |
| 176 | AUTRES PRÊTS INITIAUX - PUBLICS ADMINISTRATIONS | 71 700 | |
| 512 | BANQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE | | 55 349 |
| 517 | OR ET SOR | 80 000 | 0 |
| RESSOURCES TOTALES DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT (A+B) | | 6 642 500 | 6 679 500 |

ARTICLE SOIXANTE-DOUZE : Les ressources des Comptes d'Affectation Spéciale pour l'exercice 2024 sont estimées à 60 600 000 000 FCFA, réparties comme suit par nature de revenu:

| Non. | POSTE DE REVENU | 2023 | 2024 |
|------|--|----------------|----------------|
| | FONDS DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'ÉLECTRICITÉ | 15 000 000 000 | 15 000 000 000 |
| 1 | La part de la redevance ou du droit d'eau La part des | 2 000 000 000 | 3 000 000 000 |
| 2 | amendes et pénalités perçues au titre de la loi n° 2011/022 du 14 décembre 2011 régissant le secteur de l'électricité La part des dividendes de | 2 500 000 000 | 1 000 000 000 |
| 3 | l'État provenant de ses participations dans les entreprises du secteur de l'électricité telle que fixée par la loi de finances de l'État La part des | 2 000 000 000 | 500 000 000 |
| 4 | droits d'entrée ou de renouvellement des opérateurs du secteur de l'électricité La | 150 000 000 | 250 000 000 |
| 5 | part du produit de la vente de l'électricité du barrage hydroélectrique de Memve'ele Les cotisations annuelles | 1 000 000 000 | 1 500 000 000 |
| 6 | des opérateurs titulaires d'une concession ou d'une licence dans le secteur de l'électricité, s'élevant à 1 % de leur chiffre d'affaires annuel hors taxes, la base de calcul du chiffre d'affaires étant, pour les producteurs à des fins industrielles, exclusivement limitée à l'activité du secteur de l'électricité la part de la redevance sur l'eau | 6 500 000 000 | 5 200 000 000 |
| 7 | Report (solde à reporter) | 50 000 000 | 0 |
| 8 | | 800 000 000 | 3 550 000 000 |
| | | | |
| | FONDS SPÉCIAL POUR LE FINANCEMENT DE LA RECONSTRUCTION DES ZONES ÉCONOMIQUEMENT EN DIFFICULTÉ DE L'EXTREME-NORD, RÉGIONS DU NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST | 29 131 000 000 | 30 000 000 000 |
| 1 | Financement de la BID | 4 267 905 650 | 4 267 905 650 |
| 2 | Subventions gouvernementales | 15 000 000 000 | 15 000 000 000 |
| 3 | Fonds d'assistance du JAPON | 1358 855 372 | 1358 855 372 |
| 4 | Report (solde à reporter) | 8 504 238 978 | 9 ?,]3 238 978 |
| | DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR POSTAL | 900 000 000 | 900 000 000 |



| Non. | POSTE DE REVENU | 2023 | 2024 |
|------|---|---------------|---------------|
| 1 | Autre prélèvement sur les opérateurs publics et privés pour financer les missions de service public | 570 000 000 | 564 994 553 |
| 2 | Taxes relatives à l'exercice par les opérateurs privés d' activités autorisées, conformément aux dispositions de la loi, exercées par l'activité postale | 180 000 000 | 72 000 000 |
| 3 | Report (solde à reporter) | 150 000 000 | 263 00544 7 |
| | | | |
| | FONDS SPÉCIAL POUR LA SÉCURITÉ ÉLECTRONIQUE | 1000 000 000 | 1 500 000 000 |
| 1 | Cotisations annuelles des autorités de certification accréditées, des auditeurs de sécurité, des éditeurs de logiciels de sécurité, des autres prestataires de services de sécurité agréés, des éditeurs de logiciels de sécurité et des autres prestataires de services agréés en matière de sécurité, | 1 000 000 | 1 000 000 |
| 2 | jusqu'à 1,5 % de leur tu Une redevance pour l'utilisation des adresses, préfixes | 710 000 000 | 710 000 000 |
| 3 | et numéros de téléphone Report (solde à reporter) | 289 000 000 | 789 000 000 |
| | | | |
| | SOUTIEN À LA POLITIQUE CULTURELLE | 500 000 000 | 300 000 000 |
| 1 | Contribution des services rattachés au ministère chargé des arts et de la culture | 20 000 000 | 10 000 000 |
| 2 | Contributions des organismes de gestion collective à la promotion de la politique culturelle | 80 000 000 | 50 000 000 |
| 3 | Droits d'exploitation pour les activités liées au cinéma | 94 000 000 | 34 000 000 |
| 4 | Droits d'exploitation du patrimoine culturel | 13 000 000 | 13 000 000 |
| 5 | Droits découlant des activités des spectacles | 30 000 000 | 30 000 000 |
| 6 | Droits d'exploitation du livre et des activités de lecture | 3 000 000 | 3 000 000 |
| 7 | Les redevances versées au titre de la représentation ou de la fixation du folklore en vue de son exploitation lucrative | 100 000 000 | 50 000 000 |
| 8 | Rémunération pour copie privée de phonogrammes, de vidéogrammes et d'œuvres | 140 000 000 | 100 000 000 |
| 9 | imprimées Revenus provenant de la location de centres culturels, de salles et de voitures de podium | 20 000 000 | 10 000 000 |
| | | | |
| | FINANCEMENT DURABLE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT PROJETS DE DÉVELOPPEMENT | 900 000 000 | 900 000 000 |
| 1 | Amendes et transactions | 50 000 000 | 50 000 000 |
| .2 | Autres revenus non affectés | 220 000 000 | 20 000 000 |
| 3 | Contributions des donateurs internationaux et toutes les contributions volontaires | 0 | 30 000 000 |
| 4 | Part des charges d'eau | 0 | 350 000 000 |
| 5 | Frais de prélèvement d'eau | 250 000 000 | 200 000 000 |
| 6 | Report (solde à reporter) de la taxe d'assainissement | 130 000 000 | 100 000 000 |
| 7 | | 250 000 000 | 150 000 000 |
| | | | |
| | ENVIRONNEMENT NATIONAL ET DÉVELOPPEMENT DURABLE FONDS | 2 000 000 000 | 1 500 000 000 |
| 1 | Frais d'accès aux ressources génétiques | 2 000 000 | 6 000 000 |
| 2 | Frais d'émission de l'ARCE | 0 | 50 000 000 |
| 3 | Frais de délivrance des manifestes de traçabilité des déchets | 50 000 000 | 50 000 000 |
| 4 | Visas techniques | 543 000 000 | 250 000 000 |



| Non. | POSTE DE REVENU | 2023 | 2024 |
|------|---|---------------|---------------|
| 5 | Frais d'examen des dossiers d'agrément des bureaux d'études pour Études d'impact environnemental et social et audits environnementaux | 2 000 000 | 2 000 000 |
| 6 | Frais d'étude du dossier de permis environnemental | 35 000 000 | 35 000 000 |
| 7 | Frais d'examen des rapports d'évaluation d'impact environnemental et social et des audits environnementaux | 400 000 000 | 400 000 000 |
| 8 | Frais d'examen des termes de référence relatifs à l'environnement et Études d'impact social et audits environnementaux | 3 50 000 000 | 3 50 000 000 |
| 9 | Produit des amendes transactionnelles telles que prévues par la loi-cadre sur la gestion de l'environnement | 318 000 000 | 57 000 000 |
| 10 | Report (solde à reporter) | 300 000 000 | 300 000 000 |
| | DÉVELOPPEMENT FORESTIER | 2 500 000 000 | 3 000 000 000 |
| 1 | Autorisations d'ouverture de parcs à bois | 180 000 000 | 180 000 000 |
| 2 | Certificats d'enregistrement en tant que transformateur de bois (CEQTB) | 3 000 000 | 2 000 000 |
| 3 | Certificats d'enregistrement en tant qu'exportateur de bois (CEQEB) | 37 000 000 | 40 000 000 |
| 4 | Frais d'attribution et de renouvellement du permis annuel d'exploitation forestière (ALP) | 30 000 000 | 40 000 000 |
| 5 | Frais d'attribution et de renouvellement du certificat d'exploitation annuel (AOC) | 30 000 000 | 40 000 000 |
| 6 | Frais de délivrance du certificat de délimitation | 2 000 000 | 20 000 000 |
| 7 | Frais de délivrance du certificat d'origine | 2 000 000 | 35 000 000 |
| 8 | Frais de délivrance du certificat de conformité du plan de forage | 2 000 000 | 1000 000 |
| 9 | Frais de demande d'approbation des plans d'aménagement | 13 000 000 | 8 000 000 |
| 10 | Frais de demande d'octroi d'agréments | 10 000 000 | 1000 000 |
| 11 | Frais de dossier pour l'attribution de concessions forestières | 15 000 000 | 15 000 000 |
| 12 | Permis de ville | 170 000 000 | 650 000 000 |
| 13 | Permis d'exploitation pour produits spéciaux | 10 000 000 | 6 500 000 |
| 14 | Part des recettes provenant des amendes, des transactions, des dommages et intérêts, des ventes aux enchères publiques ou privées de produits et objets saisis | 500 000 000 | 500 000 000 |
| 15 | Report (solde à reporter) | 700 000 000 | 803 500 000 |
| 16 | Ressources provenant de la vente de documents sécurisés résultant de la contribution des opérateurs conformément aux dispositions réglementaires, dont le coût unitaire est de 100 000 FCFA | 796 000 000 | 65 8 000 000 |
| | FONDS SPÉCIAL POUR LA PROTECTION DE LA FAUNE SAUVAGE | 500 000 000 | 500 000 000 |
| 1 | frais de location | 100 000 000 | 100 000 000 |
| 2 | Frais de licence pour l'élevage de gibier et l'élevage de gibier | 5 000 000 | 1000 000 |
| 3 | Frais de permis de guide de chasse | 13 000 000 | 15 000 000 |
| 4 | T-shirts pour permis de capture d'animaux sauvages | 1000 000 | 3 000 000 |
| 5 | Frais de permis de chasse au petit gibier | 2 000 000 | 1000 000 |
| 6 | T-shirts de permis de recherche scientifique | 3 000 000 | 3 000 000 |
| 7 | Frais de permis et permis de chasse | 14 000 000 | 30 000 000 |
| 8 | Frais d'entrée dans les zones protégées | 30 000 000 | 20 000 000 |
| 9 | T-shirts de permis de survol à des fins scientifiques | 5 000 000 | 0 |
| 10 | Formulaires de demande d'autorisation d'activités de récolte d'animaux sauvages et d'aires protégées | 5 000 000 | 3 000 000 |
| 11 | Frais de dossier pour l'attribution des ventes de bois | 5 000 000 | 0 |



| Moi non. | POSTE DE REVENU | 2023 | 2024 |
|----------|---|---------------|---------------|
| 12 | Frais de dossier pour l'attribution des zones de chasse | 10 000 000 | 0 |
| 13 | Frais de demande d'autorisation d'activités de récolte d'animaux sauvages et d'aires protégées | 5 000 000 | 0 |
| 14 | Frais d'examen des plans d'inventaire de la faune sauvage ZIC ZICGC et de l'élevage de gibier | 5 000 000 | 0 |
| 15 | Frais pour l'examen des rapports d'inventaire de la faune pour ZIC ZICGC et Agriculture de gibier | 5 000 000 | 0 |
| 16 | Coûts de fonctionnement des infrastructures et des équipements dans les zones protégées et les jardins zoologiques | 5 000 000 | 3 000 000 |
| 17 | Frais d'examen des rapports d'inventaire de la faune sauvage Zic, ZICGC et Game-Farming | 20 000 000 | 3 000 000 |
| 18 | Coûts d'exploitation des infrastructures et des équipements dans les zones protégées et Jardins zoologiques | 5 000 000 | 3 000 000 |
| 19 | Frais de demande d'examen de ZIC, ZICGC et Game-Farming Plans de gestion, jardins zoologiques privés | 5 000 000 | 1 000 000 |
| 20 | Certificats d'enregistrement des transformateurs de produits de la faune | 5 000 000 | 0 |
| 21 | Certificats d'enregistrement en tant qu'exportateur de produits de la faune | 5 000 000 | 0 |
| 22 | Produit des amendes, des transactions, des dommages et intérêts, des ventes aux enchères publiques ou des ventes de gré à gré de produits saisis et d'articles divers | 45 000 000 | 50 000 000 |
| 23 | Report (solde à reporter) | 78 000 000 | 120 000 000 |
| 24 | Ressources pour la vente de documents sécurisés pour le transport de produits fauniques | 30 000 000 | 10 000 000 |
| 25 | Subventions, cotisations, dons et legs de toute personne physique ou morale | 20 000 000 | 30 000 000 |
| 26 | Taxe d'abattage | 70 000 000 | 100 000 000 |
| 27 | Taxe de détention | 1 000 000 | 1 000 000 |
| 28 | Taxe d'exploitation | 3 000 000 | 3 000 000 |
| | PRODUCTION DE DOCUMENTS DE TRANSPORT SÉCURISÉS | 6 000 000 000 | 6 000 000 000 |
| 1 | Licence d'exploitant de terminal de transport routier interurbain | 1 500 000 | 1 500 000 |
| 2 | Approbation du gestionnaire de voyages dans un terminal de transport routier interurbain | 1 500 000 | 1 500 000 |
| 3 | Autorisation des groupeurs et des dégroupeurs de fret | 1 500 000 | 1 500 000 |
| 4 | Agrément des auto-écoles | 1 500 000 | 1 500 000 |
| 5 | Agréments pour les professions de transporteur routier et d'auxiliaire de transport routier | 60 000 000 | 60 000 000 |
| 6 | Agréments pour les professions de transporteurs maritimes et paramaritimes | 100 000 000 | 100 000 000 |
| 7 | Autorisations provisoires | 3 000 000 | 3 000 000 |
| 8 | Cartes de transport routier public (cartes bleues) | 656 000 000 | 656 000 000 |
| 9 | Certificats de capacité | 54 500 000 | 54 500 000 |
| 10 | Certificats de capacité des canots motorisés | 5 000 000 | 5 000 000 |
| 11 | Certificats de capacité de remorquage | 3 000 000 | 3 000 000 |
| 12 | Certificats d'immatriculation des véhicules (cartes grises) | 3 000 000 000 | 3 000 000 000 |
| 13 | Licences de transport | 100 000 000 | 100 000 000 |
| 14 | Livre maritime temporaire | 3 000 000 | 3 000 000 |
| 15 | Livrets maritimes professionnels | 2 500 000 | 2 500 000 |
| 16 | Permis de conduire des bateaux de plaisance | 2 000 000 | 2 000 000 |



| Non. | POSTE DE REVENU | 2023 | 2024 |
|------|--|----------------|----------------|
| 17 | Permis de conduire national et international | 1300 000 000 | 1 300 000 000 |
| 18 | Permis de navigation | 5 000 000 | 5 000 000 |
| 19 | Report (solde à reporter) | 500 000 000 | 500 000 000 |
| 20 | Visites de sécurité | 200 000 000 | 200 000 000 |
| | | | |
| | SOUTIEN ET DÉVELOPPEMENT DU TOURISME ET DES LOISIRS ACTIVITÉS | 1000 000 000 | 1000 000 000 |
| 1 | Amendes et transactions | 90 000 000 | 90 000 000 |
| 2 | Concession à des personnes physiques ou morales de sites touristiques classés | 5 000 000 | 5 000 000 |
| 3 | Frais de dossier pour les concessions touristiques | 25 000 000 | 10 000 000 |
| 4 | Frais de dépôt des demandes d'autorisation de renouvellement de construction, d'extension et d'exploitation d'installations touristiques et de loisirs | 100 000 000 | 30 000 000 |
| 5 | Location d'hôtels construits avec des capitaux publics et donnés en gestion libre à des personnes physiques ou morales nationales ou étrangères | 180 000 000 | 160 000 000 |
| 6 | Part des recettes provenant des droits d'accès dans les parcs nationaux et les réserves fauniques | 5 000 000 | 5 000 000 |
| 7 | Part du produit de la taxe de séjour | 500 000 000 | 600 000 000 |
| 8 | Frais de licence | 35 000 000 | 40 000 000 |
| 9 | Taxe perçue lors de la délivrance des permis de construire et de l'ouverture des établissements hôteliers | 30 000 000 | 20 000 000 |
| 10 | Report (solde à reporter) | 30 000 000 | 40 000 000 |
| | | | |
| | TOTAL DES RECETTES DE LA SAAA | 84 431 000 000 | 60 600 000 000 |

www.prc.cm

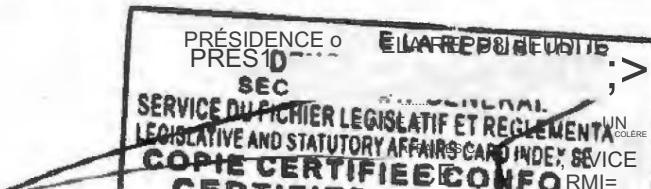
CHAPITRE II

ÉVALUATION DES DÉPENSES DU BUDGET DE L'ÉTAT

ARTICLE SOIXANTE-TREIZE : Dépenses au titre du budget général de la République de Le budget du Cameroun pour l'exercice 2024 est évalué à 6 679 500 000 000 FCFA, répartis par catégorie économique comme suit :

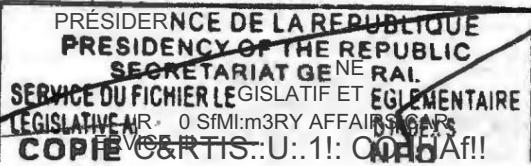
(Unité : Millier de FCFA)

| CODE | ARTICLE | 2023 | 2024 |
|-----------|--|---------------|---------------|
| | DÉPENSES COURANTES | 5 283 249 999 | 5 027 430 000 |
| Section 1 | Charges financières de la dette | 1962 841 500 | 1688 300 000 |
| 14 | Titres d'État à plus d'un an | 239 398 500 | 204 284 000 |
| 141 | Obligations du Trésor | 239 398 500 | 169 637 000 |
| 144 | Intérêts courus non encore échus sur les titres d'État de plus d'un an | | 34 647 000 |
| 15 | Prêts de projet | 673 106 000 | 748 223 000 |
| 151 | Prêts multilatéraux pour projets | 138 304 000 | 110 978 000 |
| 152 | Prêts de projets des gouvernements affiliés au Club de Paris | 166 474 000 | 50 79-)000 |



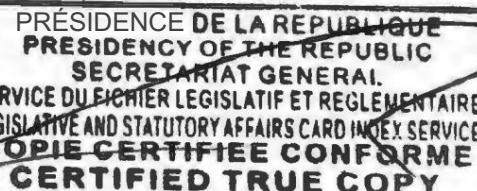
(Unité : Millier de FCFA)

| CODE | ARTICLE | 2023 | 2024 |
|-----------|---|---------------|---------------|
| 153 | Prêts initiaux pour des projets provenant d'organisations non gouvernementales affiliées au Club de Paris | 268120 000 | 382 576 000 |
| 154 | Intérêts courus et non encore dus sur les prêts de projets | | 135 291 000 |
| 155 | Prêts de projets auprès d'organismes privés externes | 100 208 000 | 68 586 000 |
| 17 | Autres prêts | 727 437 000 | 597 693 000 |
| 174 | Intérêts courus et non échus sur d'autres emprunts | | 12 062 000 |
| 176 | Autres emprunts initiaux auprès du gouvernement général | | 89 191 000 |
| 177 | Autres emprunts initiaux auprès d'institutions et d'administrations | 727 437 000 | 496 440 000 |
| 67 | Frais financiers de la dette | 322 900 000 | 138 100 000 |
| 671 | intérêts et frais financiers sur la dette | 322 900 000 | 138 100 000 |
| Section 2 | Dépenses de personnel | 1 311 725 500 | 1 431 018 100 |
| 66 | dépenses de personnel | 1 311 725 500 | 1 431 018 100 |
| 661 | . Salaires bruts du personnel à statut particulier dans la fonction publique | 1 240 026 048 | 1 360 152 466 |
| 663 | Salaire brut du personnel avec rémunération globale | 5 223 358 | 5 223 358 |
| 665 | Émoluments, gratifications et autres indemnités hors salaires | 86 762 | 86 762 |
| 666 | Rémunération du personnel autre que le salaire | 19 661 407 | 16 988 901 |
| 669 | Autres dépenses de personnel | 46 727 925 | 48 566 613 |
| Section 3 | Dépenses en biens et services | 941 201 000 | 1 062 291 142 |
| 60 | Achat de biens | 291 884 162 | 312 173 100 |
| 601 | Matériaux, équipements et fournitures | 87 158 502 | 91 930 062 |
| 605 | Eau, électricité, gaz et autres sources d'énergie | 66 808 614 | 72 877 511 |
| 606 | Équipements et fournitures spécifiques | 137 917 046 | 147 365 527 |
| 61 | Achat de services | 312 490 067 | 563 631 781 |
| 611 | Frais de transport et de mission | 54 985 716 | 69 286 715 |
| 612 | Louer | 17 151 500 | 19 405 406 |
| 613 | Frais et études | 41 028 615 | 38 837 039 |
| 614 | Entretien et maintenance | 25 133 174 | 26 119 955 |
| 615 | Ils empruntent. | 2 583 653 | 2 997 780 |
| 617 | Frais de relations publiques-communication | 58 993 140 | 61 514 121 |
| 618 | Coûts de formation du personnel | 23 702 750 | 32 879 608 |
| 619 | Autres acquisitions de services | 88 911 519 | 312 591 157 |
| 62 | Autres services (Remboursement des revenus perçus) | 85 700 000 | 85 541 850 |
| 624 | Taxes et impôts intérieurs sur les biens et services | 84 000 000 | 84 000 000 |
| 625 | Taxes sur le commerce extérieur et les transactions internationales | 1 500 000 | 1 500 000 |
| 626 | Autres recettes fiscales | | 20 000 |
| 627 | Recettes non fiscales | 200 000 | 21 850 |
| 69 | Répartition des dépenses courantes | 251 126 771 | 100 944 411 |
| 690 | Répartition des dépenses courantes | 251 126 771 | 100 944 411 |



(Unité : Millier de FCFA)

| CODE | ARTICLE | 2023 | 2024 |
|---|---|-----------------------------|-------------|
| Section 4 Dépenses de transfert | | 1 065 435 999 843 | 810 758 |
| 63 | Subventions | 11 247 187 13 | 026 659 |
| 632 | Subventions aux entreprises publiques | 1 550 000 | 3 884 300 |
| 633 | Subventions aux entreprises privées | 5 846 000 | 4 561 000 |
| 639 | Subventions à d'autres catégories de bénéficiaires | 3 851 187 | 4 581 359 |
| 64 | Transferts | 1 054 188 812 830 | 784 098 |
| 641 | Transferts vers les établissements publics nationaux | 159 766 940 172 | 060 189 |
| 642 | Transferts aux collectivités territoriales décentralisées | 24 162 698 20 | 060 525 |
| 643 | Transferts vers d'autres administrations publiques | 159 000 | 309 000 |
| 645 | Transferts aux ménages | 511 442 000 194 | 657 200 |
| 646 | Transferts aux autorités supranationales et contributions aux organisations internationales | 11719 469 | 11 464 469 |
| 647 | Transferts vers d'autres budgets publics | 51 190 000 | 51 544 011 |
| 648 | Pensions des fonctionnaires et autres agents de l'État | 259 296 000 269 | 668 000 |
| 649 | autres transferts | 36 452 704 111 | 020 704 |
| Section 6 Autres dépenses | | 2 046 000 | 2 010 000 |
| 65 | Frais exceptionnels | 2 046 000 | 2 010 000 |
| 659 | Autres charges exceptionnelles | 2 046 000 | 2 010 000 |
| DÉPENSES D'INVESTISSEMENT | | 1 359 250 000 1 652 070 000 | |
| Section 3 Dépenses en biens et services | | 28 589 284 25 | 906 981 |
| 61 | Achat de services | 28 589 284 25 | 906 981 |
| 613 | Frais et études | 28 589 284 25 | 906 981 |
| Section 4 Dépenses de transfert | | 136 454 297 16 | 7153 745 |
| 64 | Transferts | 136 454 297 16 | 7153 745 |
| 641 | Transferts vers les établissements publics nationaux | 21 282 892 23 | 506 213 |
| 642 | Transferts aux collectivités territoriales décentralisées | 115 111 405 143 | 487 532 |
| 643 | Transferts vers d'autres administrations publiques | 60 000 | 160 000 |
| Section 5 Dépenses en capital | | 1 194 206 419 1 | 459 009 275 |
| 21 | Immobilisations incorporelles | 39 341 860 42 | 711 421 |
| 211 | Dépenses de recherche et développement | 35 804 860 39 | 675 536 |
| 212 | Brevets, marques, droits d'auteur | 34 800 | 108 000 |
| 213 | Conception de systèmes organisationnels - Progiciels | 3 487 200 | 2 927 885 |
| 219 | Autres actifs incorporels | 15 000 | |
| 22 | Actifs en capital non produits | 43 973 797 37 | 223 032 |
| 221 | Atterrir | 39 251 295 | 29 944 457 |
| 223 | Plantations et forages | 1 472 502 | 516 500 |
| 224 | plans d'eau | 3 250 000 | 6 700 000 |



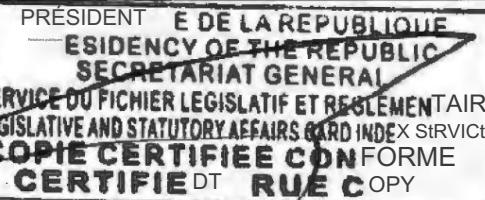
(Unité : Millier de FCFA)

| CODE | ARTICLE | 2023 | 2024 |
|--------------------|---|---------------|---------------|
| 229 | Autres actifs fixes non produits | | 62 075 |
| 23 | Acquisitions, constructions et réparations majeures de bâtiments | 959 273 170 | 1198 076 777 |
| 231 | Bâtiments administratifs à usage de bureaux | 51 153 028 | 63 731 555 |
| 232 | Bâtiments administratifs à usage d'hébergement (civil et militaire) | 20 614 011 | 19 777 163 |
| 233 | Bâtiments administratifs à usage technique | 34 670 509 | 55 900 380 |
| 234 | Livres | 290 450 281 | 393 205 251 |
| 235 | Infrastructure | 561 882 982 | 664 796 530 |
| 236 | réseaux informatiques | 502 359 | 665 897 |
| 24 | Acquisitions et réparations majeures d'équipements et de mobilier | 130 240 517 | 124 430 859 |
| 241 | Mobilier et équipement de logement et de bureau | 44 455 138 | 34 600 708 |
| 242 | Matériel informatique de bureau | 5 575 697 | 5 485 109 |
| 243 | Matériel de transport | 11 901 687 | 14 659 456 |
| 244 | Équipements et outils techniques | 65 757 995 | 68 300 586 |
| 245 | Objets de valeur - Collections - Œuvres d'art | 1090 000 | 1 090 000 |
| 247 | Stocks stratégiques ou d'urgence | | 35 000 |
| 249 | Autres équipements et meubles | 1460 000 | 260 000 |
| 25 | Équipement militaire | 12 877 075 | 26 567 185 |
| 250 | bâtiments militaires | 5 061 327 | 4 398 676 |
| 251 | Bases militaires | 722 067 | 2 306 694 |
| 252 | Structures et infrastructures militaires | 3 078 221 | 13 829 388 |
| 253 | Mobilier, matériel et équipement militaires | 1 393 326 | 1 173 437 |
| 254 | Travaux et infrastructures de police | | 289 000 |
| 255 | Mobilier, matériel et équipement de la police | | 304 500 |
| 256 | immeubles de bureaux | 757 634 | 163 549 1 |
| 258 | Équipement actuel des forces armées et des forces de police | 1864 500 | 2 630 000 |
| 26 | Investissements en actions, créances et garanties connexes | 8 500 000 | 30 000 000 |
| 262 | investissements en actions externes | 8 500 000 | 30 000 000 |
| TOTAL DES DEPENSES | | 6 642 500 000 | 6 679 500 000 |

ARTICLE SOIXANTE-QUATORZE : Les dépenses des comptes d'affectation spéciale pour l'exercice 2024 sont estimées à 60 600 000 000 FCFA et se répartissent comme suit par nature de dépenses :

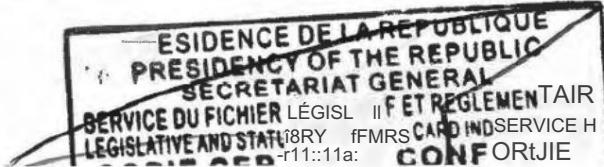
(Unité : milliers de FCFA)

| CODE | TITRE | 2023 | 2024 |
|------|-------------------------------|---------------|---------|
| | DÉPENSES COURANTES | 26 389 678 40 | 470 000 |
| 3 | Dépenses en biens et services | 23 770 149 40 | 060 000 |



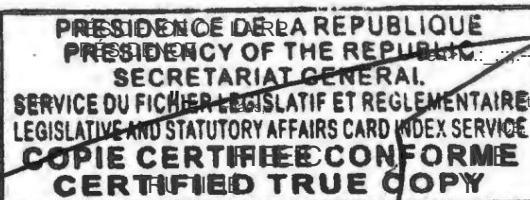
(Unité : milliers de FCFA)

| CODE | TITRE | 2023 | 2024 |
|---------------------------|---|----------------------|------------|
| 60 | Achat de biens | 9 328 081 | 7 440 504 |
| 601 | Matériaux, équipements et fournitures | 151 8 125 | 811 500 |
| 605 | Eau, électricité, gaz et autres sources d'énergie | 1 145 091 | 445 000 |
| 606 | Équipements et fournitures spécifiques | 6 664 865 | 6 184 004 |
| 61 | Achat de services | 10 991 252 2 619 496 | |
| 611 | Frais de transport et de mission | 2 016 576 | 766 496 |
| 612 | Louer | 55 800 | 54 000 |
| 613 | Frais et études | 4 383 342 | 58 000 |
| 614 | Gare et entretien | 301 500 | 80 000 |
| 617 | Frais de relations publiques-communication | 24 06 434 | 754 000 |
| 618 | Coûts de formation du personnel | 1 762 100 | 776 500 |
| 619 | Autres acquisitions de services | 65 500 | 130 500 |
| 69 | Répartition des dépenses courantes | 3 450 816 30 000 000 | |
| 690 | Répartition des dépenses courantes | 3 450 816 30 000 000 | |
| 4 | Dépenses de transfert | 2 619 529 | 410 000 |
| 63 | Subventions | 650 000 | 40 000 |
| 632 | Subventions aux entreprises publiques | 2 10 000 | 0 |
| 633 | Subventions aux entreprises privées | 400 000 | 0 |
| 639 | Subventions à d'autres catégories de bénéficiaires | 40 000 | 40 000 |
| 64 | Transferts | 1 969 529 | 370 000 |
| 641 | Transferts vers les établissements publics nationaux | 0 | 300 000 |
| 646 | Transferts aux autorités supranationales et contributions aux organisations internationales | 1 471 529 | 70 000 |
| 649 | autres transferts | 4 98 000 | 0 |
| DÉPENSES D'INVESTISSEMENT | | 58 041 321 | 20 130 000 |
| 3 | Dépenses en biens et services | 2 030 000 | 3 078 085 |
| 60 | Achat de biens | 0 | 90 000 |
| 601 | Matériaux, équipements et fournitures | 0 | 10 000 |
| 606 | Équipements et fournitures spécifiques | 0 | 80 000 |
| 61 | Achat de services | 2 030 000 | 2 988 085 |
| 613 | Frais et études | 2 030 000 | 2 973 0 85 |
| 618 | Coûts de formation du personnel | 0 | 10 000 |
| 619 | Autres acquisitions de services | 0 | 5000 |
| 4 | Dépenses de transfert | 377 000 | 533 000 |



(Unité : milliers de FCFA)

| CODE | TITRE | 2023 | 2024 |
|------------------|---|---------------|------------|
| 64 | Transferts | 377 000 | 533 000 |
| 641 | Transferts vers les établissements publics nationaux | 267 000 | 211 000 |
| 642 | Transferts aux collectivités territoriales décentralisées | 110 000 | 310 000 |
| 646 | Transferts aux autorités supranationales et contributions aux organisations internationales | 0 | 12 000 |
| 5 | Dépenses d'investissement | 55 634 321 | 16 518 915 |
| 21 | Immobilisations incorporelles | 481 600 | 545 000 |
| 211 | Dépenses de recherche et développement | 0 | 10 000 |
| 212 | Brevets, marques, droits d'auteur | 481 600 | 305 000 |
| 213 | Conception de systèmes organisationnels - Progiciels | 0 | 230 000 |
| 22 | Actifs en capital non produits | 214 000 | 146 000 |
| 221 | Atterrir | 214 000 | 120 000 |
| 224 | plans d'eau | 0 | 26 000 |
| 23 | Acquisitions, constructions et réparations majeures de bâtiments | 27 658 977 | 409 331 |
| 231 | Bâtiments administratifs à usage de bureaux | 2 276 314 | 192 908 |
| 232 | Bâtiments administratifs à usage d'hébergement (civil et militaire) | 0 | 26423 |
| 234 | Livres | 739 579 | 190 000 |
| 235 | 1 infrastructure | 24 643 084 | 0 |
| 24 | Acquisitions et réparations majeures d'équipements et de mobilier | 27 255 744 15 | 378 584 |
| 241 | Mobilier et équipement de logement et de bureau | 21 716 057 | 13 747 584 |
| 242 | Matériel informatique de bureau | 450 000 | 654 000 |
| 243 | Matériel de transport | 387 000 | 392 000 |
| 244 | Équipements et outils techniques | 4 652 687 | 585 000 |
| 245 | Objets de valeur - Collections - Œuvres d'art | 50 000 | 0 |
| 25 | Équipement militaire | 24 000 | 40 000 |
| 258 | Équipement actuel des forces armées et des forces de police | 24 000 | 0 |
| 259 | Autres actifs fixes des forces armées et de la police | 0 | 40 000 |
| DÉPENSES TOTALES | | 84 431 000 | 60 600 000 |



CHAPITRE TROIS

ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE

ARTICLE SOIXANTE-QUINZE : Pour l'exercice 2024, le solde du budget de l'État résultant des prévisions de recettes et des plafonds de dépenses présentés aux articles soixante et onze, soixante-douze, soixante-treize et soixante-quatorze ci-dessus est fixé comme suit :

(en milliards de francs CFA)

| REVENU | MONTANT | DÉPENSE | MONTANT |
|---|---------|--|---------|
| 1. BUDGET GÉNÉRAL | | | |
| RECETTES INTERNES | 5 190,1 | DÉPENSES COURANTES (Parties 2, 3, 4 et 6) | 3 755,1 |
| Recettes fiscales brutes | 3 968,3 | Intérêts bruts et commissions | 320,1 |
| remboursements de crédits de TVA ncfudging | 84,0 | Allègement des intérêts de la dette extérieure | 0,0 |
| Recettes fiscales nettes | 3 884,3 | Dépenses de personnel | 1 428,3 |
| Les revenus pétroliers | 809,5 | Biens et services | 1 003,3 |
| Recettes fiscales NPN | 315,5 | /nc/études de suivi et de gestion de projet liées à l'investissement | 16,8 |
| Total des revenus internes nets | 5 009,3 | Transferts courants | 1 003,4 |
| DONS | 96,8 | /nc/üding transferts de capitaux aux LRA et aux EP | 143,1 |
| Dons de programmes | 58,7 | Y compris les subventions versées aux CAS. | 15,0 |
| Dons de projets | 38,1 | DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (Partie 5) | 1 472,1 |
| REVENUS EXCEPTIONNELS | 0,0 | Financement externe | 831,3 |
| Recettes de privatisation | | Ressources propres | 600,8 |
| Prélèvements sur les recettes pour financer le fonds spécial de solidarité nationale pour la lutte contre Le corona virus | 0,0 | Actionnariat/Restructuration | 40,0 |
| RECETTES NETTES BUDGET GÉNÉRAL | 5 106,1 | AUTRES DÉPENSES | 0,0 |
| | | Prêts nets | 0,0 |
| | | DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL | 5 227,3 |
| II - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR | | | |
| Comptes à vocation spéciale, notamment | 56,4 | Comptes à usage spécial, y compris | 60,6 |
| ceux de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest | 25,8 | l'Extrême-Nord, le Nord-Ouest et le Sud | 30,0 |
| Fonds spécial de reconstruction | | Fonds spécial de reconstruction de l'Ouest | |
| Y compris les subventions gouvernementales | 15,0 | Autres comptes d'affectation spéciale | 30,6 |
| Fonds d'assistance du JAPON | 1,3 | BUDGET TOTAL DE L'ÉTAT | |
| Autres comptes à vocation spéciale | 30,6 | DÉPENSE | 5 272,8 |
| TOTAL NET BUDGÉTAIRE DE L'ÉTAT | 5 147,4 | | |
| REVENU | | | |
| III - SOLDES | | | |
| | Montant | % du PIB | |
| CAPACITÉ/BESOIN DE FINANCEMENT | -125,4 | -0,4 | |
| BILAN GLOBAL | -125,4 | -0,4 | |
| BILAN DE RÉFÉRENCE DE LA CEMAC | -220,6 | -0,7 | |



CHAPITRE QUATRE
FINANCEMENT GLOBAL ET AUTORISATIONS

ARTICLE SOIXANTE-SEIZE : Pour l'exercice 2024, les ressources et les dépenses de trésorerie qui contribuent à l'atteinte de l'équilibre financier sont estimées comme suit :

| | | (en milliards de francs CFA) | |
|--|----------------|--|----------------|
| BESOINS DE FINANCEMENT ET DE TRÉSORERIE | MONTANT | FINANCEMENT ET FLUX DE TRÉSORERIE RESSOURCES | MONTANT |
| Déficit budgétaire global | 125,4 | prêts ProjMt | Q07.2 |
| Amortissement de la dette structurée | 1128,5 | émission de titres d'Etat 643,0 EFP Soutien budgétaire | 375,0 |
| Dette extérieure | 485,5 | Financement bancaire Compte | 134,0 |
| Dette intérieure | séquestre T/A | | 139,4 |
| Trésorerie en cours/dette non structurée CM | 220,0 | | 84,0 |
| Remboursements de crédits de TVA | 84 | Financements exceptionnels | 22,1 |
| Sorties nettes de trésorerie vers les correspondants | 19,7 | Appui budgétaire de la BAD (PARPAC) | 17,9 |
| | | /Financement DB (Reconstruction CAS) | 4,2 |
| TOTAL | 1 577,7 | TOTAL | 1 577,7 |

ARTICLE SOIXANTE-DIX-SEPT : Au cours de l'exercice 2024, le Ministre des Finances est autorisé à gérer activement la situation de la dette et de la trésorerie, notamment par le rachat, l'échange ou le remboursement anticipé des titres émis et par le recours à des instruments de couverture des risques.

ARTICLE SOIXANTE-DIX-HUIT : Au cours de l'exercice 2024, le Gouvernement est autorisé à recourir à l'emprunt intérieur, notamment par voie d'émission de titres publics, pour financer des projets de développement à concurrence d'un montant maximum de 375 milliards de francs CFA.

ARTICLE SOIXANTE-DIX-NEUF :

- 1) Au cours de l'exercice 2024, le Gouvernement est autorisé à négocier et éventuellement à contracter des emprunts extérieurs au titre des prêts projets pour un montant de 950 milliards de FCFA dans des conditions préservant les intérêts financiers de l'Etat et sa souveraineté économique et politique.
- 2) En valeur actuelle nette, ce plafond de la dette extérieure s'élève à 700 milliards de FCFA.

DEUXIÈME PARTIE

MESURES DE POLITIQUE PUBLIQUE ET DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE QUATRE-VINGT : La présente partie prévoit et autorise les moyens de ressources de politique publique de tous les ministères et institutions pour l'exercice 2024.



II. APPROPRIATIONS

CHAPITRE UN :

CRÉDITS BUDGÉTAIRES GÉNÉRAUX

ARTICLE QUATRE-VINGT-UN : Les montants des autorisations d'engagement et de paiement crédits du budget général ouverts pour les programmes contribuant à la réalisation des objectifs avec indicateurs sera la suivante :

(en milliers de francs CFA)

| Non | Programme | | OBJECTIF | INDICATEUR | QUE | Parapluie |
|-----|-----------|---|---|--|-------------|------------|
| | CODE | DRAGONELLE | | | | |
| | TÊTE 01 - | | PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE | | | 55 333 000 |
| 1 | 168 | FORMULATION ET COORDINATION DE ACTION PRÉSIDENTIELLE | Contribuer à la réalisation des objectifs du Grand Réalisations Notre Progra | Taux de réalisation des actions approuvées par le Président de la République | 21459760 | 2159760 4 |
| 2 | 169 | PRÉSIDENTIEL PROTECTION ET le territoire national et INTÉGRITÉ DU TERRITOIRE stabilité politique | Préserver l'intégrité de | Niveau global de réalisation des objectifs de la mission | 7 918 493 | 7 918 493 |
| 3 | 170 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL améliorer le service SOUTIEN DE LA coordination et assurer PRÉSIDENCE DU PROGRAMME APPROPRIÉ RÉPUBLIQUE ET SA MISE EN ŒUVRE SERVICES ATTACHÉS | | Taux global de réalisation des activités budgétisées | 25 954 747 | 25 954 747 |
| | TÊTE 02- | | SERVICES RATTACHÉS À LA PRÉSIDENCE | | | 8 060 000 |
| 4 | 171 | FORMULATION ET COORDINATION DE ACTION PRÉSIDENTIELLE | Contribuer à la réalisation des objectifs du Grand Réalisations Programme | Taux de réalisation des actions approuvées par le Président de la République | 111 7 729 | 1117 729 |
| 5 | 172 | PRÉSIDENTIEL PROTECTION ET INTÉGRITÉ DU TERRITOIRE | Contribuer à la préservation de l'intégrité du territoire national et de la stabilité politique | Niveau global de réalisation des objectifs assignés aux missions | 6942 2 71 | 6 942 2 71 |
| | TÊTE 03- | | ASSEMBLÉE NATIONALE | | | 29 622 000 |
| 6 | 174 | RENFORCEMENT PARLEMENTAIRE CONTRÔLE DE GOUVERNEMENTAL ACTION | Contribuer à améliorer l'efficacité des politiques publiques | Taux de contrôle Programme d'investissement prioritaire du gouvernement | 11 1 40 000 | 11140000 |
| 7 | 175 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN AU CADRE LÉGISLATIF NATIONAL SERVICES D'ASSEMBLAGE | Renforcer l'AN nationale pour renforcer le cadre législatif national | Taux de cotisation de la | 18 482 000 | 18 482 000 |
| | TÊTE 04- | | CABINET DU PREMIER MINISTRE | | | 22 063 720 |
| 8 | 010 | ORIENTATION ET COORDINATION DE GOUVERNEMENTAL ACTION | Améliorer la gouvernance administrative, économique et financière des politiques publiques, pour assurer la transformation structurelle de l'économie, le développement du capital humain et du bien-être, et la promotion de l'emploi et de l'inclusion économique, conformément à la SND30. | Taux de réactivité dans les délais | 2589 380 | 2589380 |

PRÉSIDENCE DE LA REPUBLIQUE

PRÉSIDENCE DE TH~~RE~~

S~~RE~~ GENERAUX.

1 ri1 HIERLEGISLATIFTRJ n- 88 NTIAIRE

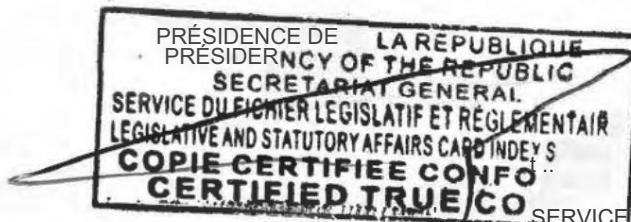
SERVISES D'ASSISTANTESWIFI>RY- FAIRS CA~~CO~~ OEX

-f tIE CERTIFIEE COI FORME

CERTIFIÉ VRAIjt:OPY

(en milliers de francs CFA)

| Non | Programme | | OBJECTIF | INDICATEUR | QUE | Poursuite |
|----------|-----------|--|--|---|------------|------------|
| | CODE | DRAGONNELLE | | | | |
| 9 | 011 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN À LA INTERNE ET SERVICES ATTACHÉS AUX programmes du PREMIER MINISTRE au sein du Premier BUREAU | améliorer la coordination opérationnelle des services et assurer la bonne mise en œuvre des | Taux de mise en œuvre des activités budgétisées au | 15 747 298 | 16 083 578 |
| 10 | 204 | STRATÉGIQUE ET COORDINATION DES POLITIQUES | Optimiser la coordination stratégique et politique des Action gouvernementale | Proportion d'événements supervisés par le Premier ministre Ministre contribuant à l'influence économique de tous les événements contribuant à l'influence économique | 3 727 042 | 3 727 042 |
| TÊTE 05- | | CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL Renforcer la participation | | | 1 951 000 | 1 951 000 |
| 11 | 095 | CONSEILS AUX XECUTIF SUR ÉCONOMIQUE, SOCIAL, CULTUREL ET ENVIRONNEMENTAL PROBLÈMES | des différentes catégories socioprofessionnelles à l' élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques . Améliorer la coordination des services et assurer le | Nombre d'avis émis par le CES | 80 000 | 80 000 |
| 12 | 096 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN DE LA ÉCONOMIQUE ET CONSEIL SOCIAL | taux de réalisation des activités budgétisées dans le cadre de la bonne exécution des programmes du CES . | | 1 871 000 | 1 871 000 |
| TÊTE 06- | | MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES | | | 41575000 | 41676000 |
| 13 | 087 | DÉVELOPPEMENT DE LA POTENTIEL DE RELATIONS BILATÉRALES | Capitaliser sur le potentiel des relations bilatérales au profit de l'émergence diplomatique du Cameroun . | 1. Nombre d'accords juridiques bilatéraux instruments de coopération en cours de finalisation ; 2. Nombre d' instruments juridiques de coopération bilatérale finalisés 3. Nombre de partenaires mobilisés et projets initié ou mis en œuvre | 17 972 274 | 17 972 274 |
| 14 | 088 | NÉGOCIATION, COORDINATION ET SURVEILLANCE DE MULTILATÉRAL, DÉCENTRALISÉ, NON GOUVERNEMENTAL COOPÉRATION ET ULTRÉRIEUR PROGRAMMES | Diversifier et accroître les opportunités de coopération multilatérale, décentralisée et non gouvernementale 2. Nombre de projets et coopération mis Le développement œuvre par le MINREX pour du Cameroun profite au Cameroun | 1. Nombre d'accords, de projets, de programmes et mécanismes obtenus et mis en œuvre par programmes obtenus et/ou dans le cadre d'un système multilatéral et décentralisé et non gouvernementales coopération | 4451122 | 4451122 |
| 15 | 089 | GESTION DE LA DIASPORA, MIGRANTS ET ÉMERGENTS CRISES | 2. Renforcer le nombre annuel de initiatives de Camerounais de l'étranger au développement des gestion des crises émergentes et des questions migratoires auxquelles le Cameroun est partie prenante . | 1. Nombre de retours et migrants réintègrés | 6 138 762 | 6 138 762 |



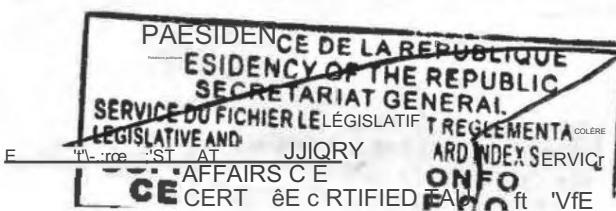
(en milliers de francs CFA)

| Non | Programme | | OBJECTIF | INNOVATEUR | QUE | Pennsylvania |
|-----|-----------|--|---|--|-------------|--------------|
| | CODE | DRAGONELLE | | | | |
| 16 | 0 90 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN DANS LE RELATIONS EXTÉRIEURES SOUS-SECTEUR | améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre Programmes du MINREX | Taux d'achèvement des Activités budgétisées du MINREX | 13 012 842 | 13 012 842 |
| | TÊTE 07- | MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE | | | 4 10 79 000 | 40 63 4 000 |
| 17 | 161 | TERRITORIAL ADMINISTRATION | Accroître la représentativité de l'administration territoriale | Proportion de rapports de tournées effectuées soumis par les autorités administratives au cours de l'année | 8 046 995 | 8 046 995 |
| 18 | 162 | CONTRIBUER À LA PROMOTION DE LA CIVIL LES LIBERTÉS ET LA SÉCURITÉ DE PERSONNES ET PROPRIÉTÉ | Assurer le respect des réglementations sur les libertés individuelles et collectives | Proportion d' organisations de la société civile surveillées par an | 2 063253 | 2 063253 |
| 19 | 163 | DÉVELOPPEMENT DE LA CIVIL NATIONAL SYSTÈME DE PROTECTION | Renforcer la résilience aux catastrophes | Nombre de divisions avec Plans d'intervention d'urgence | 2 452 100 | 2 452 100 |
| 20 | 164 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN DANS LE TERRITORIAL du SOUS - MINISTÈRE ADMINISTRATION SECTEUR | Assurer la mise en œuvre optimale des programmes | Taux de mise en œuvre des activités budgétisées dans le cadre Ministère | 28 516 652 | 28 071 652 |
| | TÊTE 08- | MINISTÈRE DE LA JUSTICE | | | 66 3 88 000 | 69 30 8 000 |
| 21 | 050 | AMÉLIORATION DE ACTIVITÉS TRIBUNALES | améliorer la qualité et l'égalité d'accès au service public de la justice | 1. Proportion de cas traités dans un délai raisonnable délai 2. Taux de couverture du CFI 3. Proportion de magistrats avec surcharge de travail | 31 508 434 | 34 428 434 |
| 22 | 051 | AMÉLIORATION DE POLITIQUE PÉNITENTIAIRE réinsertion sociale des détenus | Améliorer les conditions de détention et promouvoir la proportion de détenus formés à la réinsertion | | 22 894 127 | 22 894 127 |
| 23 | 0 52 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN DE LA SOUS-SECTEUR DE LA JUSTICE | Assurer l'efficacité et l'efficience des services pour une mise en œuvre optimale de la Programmes du ministère de la Justice | Taux de mise en œuvre des activités budgétaires dans le ministère de la Justice | 11985439 | 11985 439 |
| | TÊTE 09- | COUR SUPRÈME | | | 5 427 000 | 5 427 000 |
| 24 | 114 | CONTRÔLE DE LA FINANCIER TRANSPARENCE DE BUDGÉTAIRE GESTION ET COMPTES LA QUALITÉ DE COMPTES PUBLICS | Renforcer le contrôle et le jugement des pouvoirs publics | Taux de contrôle juridictionnel effectué | 890 185 | 890 185 |
| 25 | 115 | GESTION DE JUDICIAIRE ET ADMINISTRATIF LITIGES | améliorer les performances de la Cour suprême Affaires judiciaires et administratives | Taux de décisions rendues en matière judiciaire et administrative | 471 000 | 471 000 |
| 26 | 188 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN DE LA COUR SUPRÈME | Assurer une mise en œuvre optimale de Programmes de la Cour suprême | Taux de mise en œuvre des activités budgétisées dans le cadre Cour suprême | 4 065 815 | 4 065 815 |
| | TÊTE 10- | MINISTÈRE DES MARCHÉS PUBLICS | | | 14 773 000 | 14773 000 |



(en milliers de francs CFA)

| N° | Programme | | Objectif | Indicateur | Q.M. | Prestation |
|-----------|-----------|---|---|---|-------------|-------------|
| | Code | Dragonelle | | | | |
| 27 | 027 | MARCHÉS PUBLICS Assurer le bon fonctionnement du SYSTÈME public Système de contrats d'ADMINISTRATION | | Proportion de contrats attribués selon la procédure de gré à gré | 2577 800 | 2 577 800 |
| 28 | 028 | PROGRAMMATION ET Assurer la programmation SUIVI et attribution appropriée des MARCHÉS PUBLICS marchés publics | | Proportion de contrats programmés exécutés | 2 039 850 | 2 039 850 |
| 29 | 029 | MARCHÉS PUBLICS EXÉCUTION EXTERNE CONTRÔLE | Assurer la qualité des services fournis | Proportion de contrats ayant été exécutés conformément aux spécifications techniques | 1 865 452 | 1865 452 |
| 30 | 030 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN DANS LE MARCHÉS PUBLICS SOUS-SECTEUR | améliorer les performances du service | Taux d'achèvement des activités budgétisées | 8 289 898 | 8 289 898 |
| TÊTE 11 - | | BUREAU SUPRÊME D'AUDIT DE L'ÉTAT | | | | 6 127 000 |
| 31 | 067 | RENFORCER LA Promouvoir la culture de PRÉVENTION DE LA BONNE GOUVERNANCE DANS LE DÉPOURVOI DE LA gestion des biens publics affaires | | Nombre de services gouvernementaux et d'autres entités de l'État qui ont internalisé des normes et des mesures de contrôle interne pour prévenir les violations des fonds publics | 949000 | 949 00 0 |
| 32 | 076 | CONTRÔLE, AUDITS ET dommages subis par le SANCTIONS | Sanctionner les dirigeants peu scrupuleux, réparer État, surveiller les sanctions imposées par CDBF | 1. Nombre d'entités contrôlées et auditionnées 2. Proportion de cas examinés par le CDBF par an | 1829000 | 1829000 |
| 33 | 077 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL CONSUPE SOUTIEN Programmes CONSUPE | assuré la mise en œuvre effective de | Taux d'achèvement des activités budgétisées | 3 349 000 | 3 349000 |
| TÊTE 12- | | DÉLÉGATION GÉNÉRALE À LA SÉCURITÉ NATIONALE | | | | 105 116 000 |
| 34 | 062 | RENFORCEMENT SÉCURITÉ PUBLIQUE | Renforcer la protection des institutions, des libertés publiques, des personnes et des biens | Taux de couverture sécuritaire du territoire national | 21215 035 | 21 215 035 |
| 35 | 063 | RENFORCEMENT SÉCURITÉ DES FRONTIÈRES | renforcer la sécurité aux frontières | Proportion d'actes criminels et d'infractions transfrontalières maîtrisés | 4285 3 00 | 4285 300 |
| 36 | 064 | REVITALISER LE SYSTÈME DE RENSEIGNEMENT | Fournir aux autorités des informations pour la prise de décision | Nombre de notes de sécurité produites | 6 131 410 | 6131 410 |
| 37 | 065 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN AU SEIN DE LA DGSN | améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes | Taux d'achèvement des activités budgétisées au DGSN | 73 484255 | 73 484255 |
| TÊTE 13- | | MINISTÈRE DE LA DÉFENSE | | | | 324 024125 |
| 38 | 001 | DÉFENSE DE LA NATURE NATIONALE TERRITORIAL INTÉGRITÉ | Renforcer les mesures visant à garantir l'intégrité territoriale | Taux de mise en œuvre du tableau des effectifs et état général des effectifs des armées Forces | 143 025 910 | 143264485 |
| 39 | 003 | IMPLICATION DANS ASSURER LA PROTECTION DE PERSONNES PROPRIÉTÉ ET LE ENVIRONNEMENT | Garantir des conditions de sécurité et de paix propices au développement | Taux de criminalité évalué par le Gendarmerie nationale | 81 742 162 | 81817 462 |



(en milliers de francs CFA)

| N° | Programme | | OBJECTIF | INDICATEUR | QUE | Parcours |
|----------|-----------|---|---|---|-------------|-------------|
| | CODE | DRAGONELLE | | | | |
| 40 | 004 | ASSISTANCE, améliorer le suivi, RECONVERSION ET reconversion et RÉINTÉGRATION de la réintégration des ex- ANCIENS COMBATTANTS ET militaires et guerre VICTIMES DE GUERRE (VGU) victimes | | Nombre d'anciens combattants et de victimes de guerre ou de leurs successeurs soutenus ou assistés | 41676514 | 41676514 |
| 41 | 005 | PARTICIPER À NATIONAL DÉVELOPPEMENT ACTIVITÉS | Améliorer l'appui du MINDEF dans des domaines spécifiques contribuant au développement socio-économique du Cameroun | Taux de réalisation des différentes demandes d'infrastructures soumises aux entités du MINDEF | 10 19 0 709 | 10 19 0 709 |
| 42 | 006 | GOUVERNANCE ET amélioration coordination INSTITUTIONNELLE et assurer SOUTIEN À LA bonne mise en œuvre SOUS-SECTEUR DÉFENSE des programmes MINDEF | du service | Taux d'exécution des activités budgétisées au sein du ministère de Défense | 47 388 830 | 47 388 830 |
| TÊTE 14- | | MINISTÈRE DES ARTS ET DE LA CULTURE | | | 6 358 000 | 6 368 000 |
| 43 | 148 | PRÉSÉRATION DE L'ART CAMEROUNAIS sauvegarde le patrimoine culturel et opérationnel ET CULTURE propriétés et éléments patrimoine artistique. | Reconstituer et | Nombre de viables et | 1 568000 | 1568000 |
| 44 | 149 | DÉVELOPPEMENT ET PROMOTION DE LA PRODUCTION DE BIENS CULTURELS ET SERVICES | Favoriser l'émergence d'un secteur culturel commercial organisé et compétitif, générateur de revenus et créateur d'emplois durables | Nombre d'activités menées pour promouvoir la production et la consommation de biens et services culturels | 19 44 400 | 1 944 400 |
| 45 | 182 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN À LA MISE EN ŒUVRE DU MINISTÈRE DES ARTS ET Programmes du ministère CULTURE | Assurer l'efficacité | Taux d'achèvement des activités budgétisées au MINAC | 2 845 600 | 2 845 600 |
| TÊTE 15- | | MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION DE BASE | | | 290843 000 | 289 643 000 |
| 46 | 101 | DÉVELOPPEMENT DE PRÉSCOLAIRE ACTIVITÉS | Augmenter le taux de scolarisation préscolaire sur l'ensemble du | Taux brut de scolarisation préscolaire | 21542 903 | 21542 903 |
| 47 | 102 | UNIVERSALISATION OF ENSEIGNEMENT PRIMAIRE | territoire national Améliorer l'accès et l'achèvement d'une éducation primaire de qualité et inclusive pour tous les enfants | 1. Taux d'achèvement du primaire 2. Taux net d'éducation primaire taux de scolarisation | 224 067 299 | 222 867 299 |
| 48 | 103 | alphabétisation | scolarisés Augmenter le pourcentage de la population alphabétisée dans les CAF, les CEBNF CEBNF et CPLN et CPLN | | 4 638 881 | 4 638 881 |
| 49 | 104 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN DE LA ÉDUCATION DE BASE SOUS-SECTEUR | Assurer l'efficacité indicateurs de mise en œuvre des | Taux moyen de réalisation des programmes opérationnels | 40 5939 17 | 40 593 917 |
| TÊTE 16- | | MINISTÈRE DES SPORTS ET DE L'ÉDUCATION PHYSIQUE | | | 24 799 000 | 24 799 000 |
| 60 | 007 | PROMOTION DE ÉDUCATION PHYSIQUE | Accroître la promotion et la diffusion d'informations saines, méthodique et pratique de la physique et Activités sportives (PSA) | Nombre de participants à supervisées sur les services de santé et activités de vulgarisation | 5 999 589 | 5 999 589 |
| 51 | 008 | PROMOTION DE SPORTIF | Améliorer le rayonnement international du Cameroun compétitions nationales par le biais du sport et gouvernance du sportif national | Nombre de fédérations sportives éligibles aux mouvement | 119 59 800 | 11959 800 |



(en milliers de francs CFA)

| N° | Programme | | OBJECTIF | INDICATEUR | QUE | Parapheur | |
|----------|-----------|--|---|---|---|------------|------------|
| | CODE | DRAGONELLE | | | | | |
| 52 | 009 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN DANS LE SPORTS ET PHYSIQUE SOUS-PROGRAMME ÉDUCATION SECTEUR | Assurer une efficacité mise en œuvre des activités budgétisées du MINSEP dans les programmes | Taux d'achèvement de la mise en œuvre des activités budgétisées du MINSEP dans les programmes | 6 83 9611 | 6 83 9 611 | |
| TÊTE 17- | | | MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION | | 5 841 000 | 5 841 000 | |
| 53 | 013 | AUGMENTATION DE ACCÈS DE LA POPULATION et AU CONTENU MÉDIATIQUE en termes qualitatifs et quantitatifs | Accroître la couverture nationale de l'information par le public médias privés en termes qualitatifs et quantitatifs | Taux de couverture | 1478000 | 1478000 | |
| 54 | 097 | | Accroître la disponibilité des informations institutionnalisées pour l'accès des populations aux services sociaux de base axés sur la performance ainsi que la disponibilité de ces informations au public concerné | Pourcentage de la population consciente de l'utilisation des services sociaux de base pour améliorer ses conditions de vie | 1635000 | 1635000 | |
| 55 | 160 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN DANS LE SOUS-programmes de COMMUNICATION SECTEUR de la Communication | Améliorer la coordination des services et assurer le taux d'achèvement de la bonne mise en œuvre des activités budgétisées dans le cadre COMMUNICATION au sein du Ministère Ministère de la Communication | | 2 728 000 | 2 728 000 | |
| TÊTE 18- | | | MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR | | 80 085 000 | 80 085 000 | |
| 56 | 116 | DÉVELOPPEMENT DE LA COMPOSANTE TECHNOLOGIQUE ET PROFESSIONNELLE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. | dans l'enseignement supérieur technologique et professionnel Établissements d'enseignement | Pourcentage d'étudiants formés dans l'enseignement supérieur technologique et professionnel Institutions | 17 807 587 | 17 807 587 | |
| 57 | 117 | MODERNISATION ET et compétences pour PROFESSIONNALISATION étudiants dans les facultés ordinaires pour leur permettre d'obtenir un emploi ou d'être professeurs | Nombre d'étudiants par niveau de travailleur indépendant | 1. Taux annuel de supervision Fournir des compétences professionnelles aux étudiants de niveau Master 2. Taux de professionnalisme intégration des étudiants formés en milieu ordinaire | 9 859 800 | 9 859 800 | |
| 58 | 118 | DÉVELOPPEMENT DE UNIVERSITÉ RECHERCHE ET INNOVATION | | Permettre la recherche universitaire dans le but d'avoir un impact positif sur les secteurs prioritaires du pays définis dans la stratégie de développement afin d'atteindre son émergence . | Nombre de résultats de recherche universitaire utilisés dans le but d'avoir un impact positif sur les secteurs prioritaires du pays définis dans la stratégie de développement par année de | 22 504 941 | 22 504 941 |
| 59 | 119 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN DANS LE ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR SOUS-SECTEUR | améliorer la coordination des services et assurer la mise en œuvre adéquate des activités budgétisées à d'enseignement supérieur du MINESUP | Taux d'achèvement de la mise en œuvre adéquate des activités budgétisées à Programmes | | 29 912 672 | 29 912 672 |
| TÊTE 19- | | | MINISTÈRE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION | | 14 871 000 | 14 871 000 | |
| 60 | 136 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN À LA RECHERCHE ET SOUS-INNOVATION SECTEUR | améliorer la coordination, le fonctionnement et la performance du Sous-secteur Recherche et Innovation | Taux de mise en œuvre du plan d'action du ministère | 7 508 844 | 7 508 844 | |

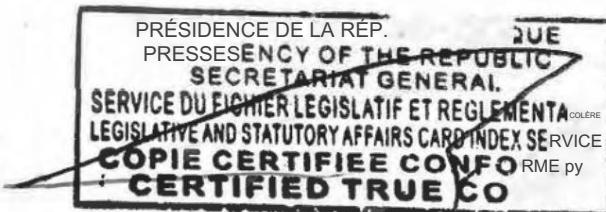
P CONCERNANT P ET D ENCE VOUS le
CONCERNANT St LE ENCV. ICI
S

93

ÉTRE!
ICHIER ---- ART = F.E. ICI !
--PIE CERTIFIÉE C6 ---- DEXSTRAVCf /

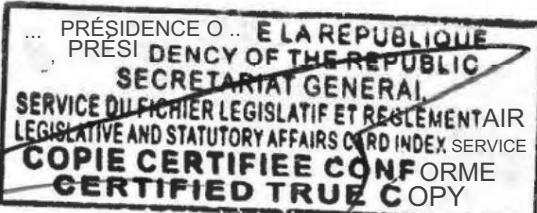
(en milliers de francs CFA)

| Non | Programme | | OBJECTIF | INNOVATEUR | QUE | Poursuite |
|-----|-----------|---|---|--|------------|------------|
| | CODE | DRAGONELLE | | | | |
| 61 | 193 | INTENSIFICATION DE RECHERCHE - DÉVELOPPEMENT ET INNOVATION | Accroître les performances de la recherche scientifique, technologique et d'innovation | Nombre de résultats de recherche produits et diffusés | 7 362 156 | 7 362 156 |
| | TÊTE 20- | MINISTÈRE DES FINANCES | | | 66 363 000 | 66 363 000 |
| 62 | 031 | MOBILISATION DE DOMESTIQUE SANS PÉTROLE REVENU | Améliorer la collecte des recettes non pétrolières et le climat des affaires | Taux de recouvrement des recettes fiscales intérieures | 10 476 751 | 10 476 751 |
| 63 | 032 | DOUANE GOUVERNANCE, PROTECTION DE LA ESPACE ÉCONOMIQUE ET PARTICIPATION À SÉCURITÉ NATIONALE | Faciliter le commerce extérieur et stratégiques circulant au Cameroun et contribuer à la sécurité nationale 2. Taux de dématérialisation des recettes douanières | 1. Taux d'interception des marchandises 2. Taux de dématérialisation des recettes douanières | 11225 686 | 11225 686 |
| 64 | 33 | GESTION DE L' améliorer l'efficacité de TRÉSOR PUBLIC ET le Trésor et optimiser SUIVI DU FINANCEMENT DE L' économie du SECTEUR FINANCIER | | 1. Délai moyen de paiement dépenses après leur traitement par le Trésor. 2. Part du crédit à la économie en PIB | 12 770 828 | 12 770 828 |
| 65 | 34 | GESTION DE LA BUDGET DE L'ÉTAT | Assurer la préparation adéquate du dossier financier Bill et l'efficace exécution des budgets des entités publiques | 1. Délai moyen de traitement des dossiers de dépenses 2. Niveau de conformité avec échéances budgétaires | 14 419 192 | 14 419 192 |
| 66 | 92 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN | Assurer la mise en œuvre optimale des programmes du ministère | Taux d'achèvement des activités budgétisées dans le cadre Ministère | 17 470 544 | 17 470 544 |
| | TÊTE 21 - | MINISTÈRE DU COMMERCE | | | 9 002 000 | 9 002 000 |
| 67 | 016 | SOUTIEN À LA DÉVELOPPEMENT DE EXPORTATIONS | Contribuer à l'amélioration de la compétitivité des produits « made in Cameroun » sur les marchés d'exportation | Proportion de produits commercialisés à l'étranger sur le nombre total de produits soumis au contrôle du MINCOMMERCE | 498 458 | 498 458 |
| 68 | 021 | RÉGLEMENTATION DU marché intérieur en matière de prix des produits de consommation MARCHÉ INTÉRIEUR conditions de concurrence équitable des indices améliorer la coordination des | Assurer un approvisionnement régulier | | 3 800 047 | 3 800 047 |
| 69 | 025 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN | services et assurer bonne exécution des programmes | Taux de mise en œuvre de la d'activités budgétisées | 3 9 13 209 | 3 9 13 209 |
| 70 | 152 | PROMOTION DE LA MÉTROLOGIE, NORME Garantir l'équité dans les activités de SURVEILLANCE ET commerciales. CONTRÔLE DE LA PRIX ÉQUITABLE | | Taux d'équité dans les transactions commerciales | 790 286 | 790 286 |
| | TÊTE 22- | MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMÉNAGEMENT TERRITORIAL DÉVELOPPEMENT | | | 70 008 000 | 69 006 000 |
| 71 | 019 | PLANIFICATION STRATÉGIQUE ET DURABLE RÉGIONAL DÉVELOPPEMENT | Assurer la mise en œuvre de la NDS30, favoriser une coopération harmonieuse et développement durable du territoire et contribuer à la lutte contre la pauvreté | Taux de production de rapports et d'outils stratégiques attendus | 46 588 022 | 45 585 022 |



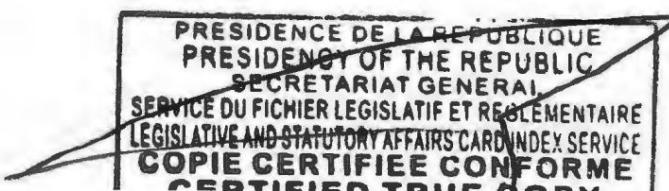
(en milliers de francs CFA)

| N° | Programme | | OBJECTIF | INDICATEUR | QUE | Pennsylvania |
|----------|-----------|--|--|--|-------------|--------------|
| | CODE | DRAGONELLE | | | | |
| 72 | 022 | SOUTIEN POUR transformation STRUCTURELLE en TRANSFORMATION POUR accélérer la croissance économique ACCÉLÉRER LA CROISSANCE croissance | Contribuer à la structure | 1. Taux de mise en œuvre physique du PIB | 12 489 584 | 12 489 584 |
| 73 | 023 | RENFORCEMENT DÉVELOPPEMENT PARTENARIAT ET RÉGIONAL INTÉGRATION | améliorer l'alignement des contributions de partenariats économiques et financements mobilisés dans l'intégration régionale conformément aux modalités de réalisation et aux conditions fixées dans la loi de finances pour le développement du Cameroun . | Taux annuel de mortalité externe | 3 048 740 | 3 048 740 |
| 74 | 024 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL améliorer la coordination SOUTIEN AUX services et prestations ÉCONOMIE, PLANIFICATION assistance à la ET RÉGIONAL DÉVELOPPEMENT SOUS-SECTEUR | ÉCONOMIE, PLANIFICATION assistance à la ET RÉGIONAL DÉVELOPPEMENT SOUS-SECTEUR | Taux d'achèvement des activités budgétisées dans le cadre de l'exécution des programmes opérationnels du MINEPAT | 7 881 654 | 7 881 654 |
| TÊTE 23- | | MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS | | | 8 515 000 | 8 515 000 |
| 75 | 014 | PROMOTION DE TOURISME ET LOISIRS visiteurs | Attirer des clients internationaux et locaux | Nombre de visiteurs internationaux | 13840 9 8 | 1 3840 98 |
| 76 | 150 | DIVERSIFICATION ET RENFORCEMENT DE l'augmentation de l'offre de TOURISME ET LOISIRS tourisme et loisirs INSTALLATIONS ET produits et services SERVICES | | Valeur ajoutée du secteur du tourisme et des loisirs | 3 605 450 | 3605 450 |
| 77 | 151 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN DANS LE TOURISME ET LOISIRS mise en œuvre adéquate des sous-secteur | améliorer la coordination des services et assurer la mise en œuvre adéquate des programmes | Taux de mise en œuvre des activités programmées et budgétisées | 3 52 5 452 | 3 52 5 452 |
| TÊTE 25- | | MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE | | | 639242 000 | 539 242 000 |
| 78 | 105 | AMÉLIORATION DE ACCÈS À SECONDAIRE ÉDUCATION | Accroître l'accès à l'enseignement secondaire | Taux de transition du primaire au secondaire (y compris pour les filles et les garçons) | 120 585 300 | 120 585 300 |
| 79 | 106 | AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE ÉDUCATION ET LA VIE SCOLAIRE DANS LE SECONDAIRE ÉDUCATION SOUS-SECTEUR | améliorer la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage | Taux d'achèvement du premier cycle du Ministère du Secondaire et du Secondaire Éducation | 264 833 969 | 264833 969 |
| 80 | 107 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN DANS LE SECONDAIRE ÉDUCATION SOUS-SECTEUR | améliorer la gouvernance et la gestion optimale des ressources | Taux de mise en œuvre des activités programmées à MINSEC | 53818731 | 53 818 731 |
| 81 | 112 | RENFORCEMENT PROFESSIONNALISATION ET OPTIMISER FORMATION DANS LE SECONDAIRE ÉDUCATION SOUS-SECTEUR | Accroître les compétences professionnelles des élèves du secondaire technique et professionnel | Pourcentage d'apprenants par sexe dans les secteurs prometteurs | 100 00 4000 | 100 00 4 000 |
| TÊTE 26- | | MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DE L'ÉDUCATION CIVIQUE | | | 27 086 000 | 27 086 000 |



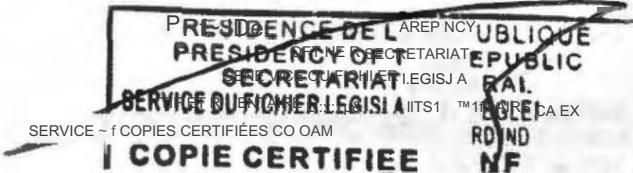
(en milliers de francs CFA)

| Non | Programme | | OBJECTIF | INDICATEUR | QUE | Prestataire |
|-----|-----------|--|--|---|-------------|-------------|
| | CODE | DRAGONELLE | | | | |
| 82 | 144 | ÉDUCATION CIVIQUE ET BÉNÉVOLAT | Inculquer des valeurs civiques, morales et éthiques à la population | 1. Proportion de la population ayant acquis un comportement civique 2. Nombre de personnes formées dans les valeurs de citoyenneté par la supervision du MINJEC structures | 7 268 338 | 7 268 338 |
| 83 | 145 | SOCIO-ÉCONOMIQUE INTÉGRATION DE JEUNES | Accroître l'insertion économique des jeunes formés dans les structures du MINJEC | Taux d'insertion économique des jeunes formés en Structures de formation du MINJEC | 10 510 425 | 10 510 425 |
| 84 | 146 | NATIONAL INTÉGRATION ET CITOYEN PARTICIPATION | Renforcer les valeurs républicaines auprès de la population | 1. Nombre de personnes formées aux valeurs républicaines (vivre ensemble et participation à la vie politique) développement) 2. Proportion de la population avec des compétences républicaines | 3705604 | 3 705604 |
| 85 | 147 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL Améliorer la coordination SOUTIEN AUX services et assurer les activités budgétisées dans le cadre MINISTÈRE DE LA JEUNESSE mise en œuvre adéquate des AFFAIRES CIVIQUES ET CIVIQUES ÉDUCTION | | Taux d'achèvement des Ministère de la Jeunesse et Programmes | 5 601 633 | 5 601 633 |
| | TÊTE 27 - | MINISTÈRE DE LA DÉCENTRALISATION ET DES LOCALES DÉVELOPPEMENT | | | 100 052 336 | 100 052 336 |
| 86 | 098 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN DANS LE DÉCENTRALISATION ET LOCAL DÉVELOPPEMENT SOUS-SECTEUR | Assurer la mise en œuvre efficace de MINDEVEL Programmes | Taux de mise en œuvre des activités budgétisées dans le Ministère | 3 632820 | 3 632820 |
| 87 | 099 | RENFORCER LE Renforcer le DÉCENTRALISATION augmentation des ressources administratives et financières PROCESSUS d'autonomie des RLA d'au moins 5 % par an | | Nombre de conseils dont | 21293922 | 21293 922 |
| 88 | 100 | PROMOTION DU LOCAL DÉVELOPPEMENT | Promouvoir la contribution du Taux de physique et Les RLA contribuent à la croissance économique et à la mise en œuvre financière de RLA et développement local | Projets d'investissement de la | 75125 594 | 75125 594 |
| | TÊTE 28- | MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT , PROTECTION DE LA NATURE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE | | | 8 631 000 | 8 491 000 |
| 89 | 002 | au développement des populations DÉSERTIFICATION ET activités dans Effets de la SÉCHERESSE du changement | Réduire la vulnérabilité du 1. Niveau d'adaptation et de résilience face au CHANGEMENT CLIMATIQUE dans les secteurs défavorables au changement climatique 2. Taux de terres restaurées en zone d'intervention prioritaire 1 contre la désertification et la sécheresse | | 3600 000 | 3 600 000 |
| 90 | 069 | BIODIVERSITÉ | Assurer le suivi et la promotion de la conservation, des changements dans l'état de la biodiversité l'utilisation durable, espèces et des de la restauration et de l'amélioration des gènes Biodiversité | | 694000 | 694000 |
| 91 | 091 | DURABLE DÉVELOPPEMENT | Promouvoir l'intégration des enjeux dans leur élaboration et mise en œuvre du développement durable; en projets et 2. Nombre de développements programmes au Cameroun initiatives promouvant la considération de aspects environnementaux supervisé par le MINEPDED | 1. Nombre de développements projets et programmes intégrant l'environnement | 1 218 500 | 1 218 500 |



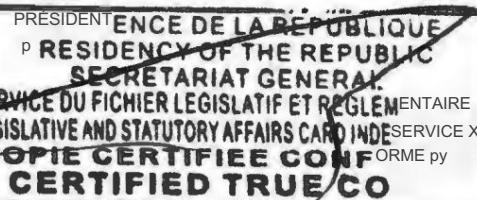
(en milliers de francs CFA)

| Non | Programme | | OBJECTIF | INDICATEUR | QUE | Pennypasie |
|----------|-----------|---|---|---|-------------|-------------|
| | CODE | DRAGONELLE | | | | |
| 92 | 093 | POLLUTION, NUISANCES ET NOCIF ET/OU DANGE ROUS CHIMIQUE SUBSTANCES | Réduire la pollution et les nuisances environnementales | 1. Quantité de déchets dangereux gérés de manière écologiquement rationnelle manière 2. Quantité de matières dangereuses déchets gérés dans un respectueux de l'environnement manière | 1043000 | 1043000 |
| 93 | 094 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN À LA ENVIRONNEMENT, PROTECTION DE LA NATURE ET DURABLE DÉVELOPPEMENT SOUS- SECTEUR | Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre Taux de mise en œuvre des programmes techniques des activités budgétisées au MINEPDÉ Environnement, Nature Protection et développement durable Sous-secteur du développement | | 20 75 500 | 1935500 |
| TÊTE 29- | | MINISTÈRE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DE LA TECHNOLOGIE DÉVELOPPEMENT | | | 8 497 000 | 8 497 000 |
| 94 | 035 | AMÉLIORATION DE LA CONNAISSANCE DE GÉOLOGIQUE POTENTIEL ET LE SECTEUR DES CARRIÈRES DÉVELOPPEMENT DE RESSOURCES MINÉRALES | Développer l'exploitation minière et | 1. Taux de connaissance du potentiel géologique 2. Proportion of mineral réserves exploitées | 1404000 | 1 40 4000 |
| 95 | 036 | DÉVELOPPEMENT ET améliorer la contribution de INTENSIFICATION du secteur manufacturier SECTEURS INDUSTRIELS à l'économie locale | | Taux de transformation locale de la matière première | 1090 000 | 1090 000 |
| 96 | 037 | MODERNISATION DE QUALITÉ INFRASTRUCTURE | Contribuer à l'amélioration de la de la compétitivité technique des infrastructures de qualité de l'industrie locale | Indice de développement | 12 55200 | 12 55200 |
| 97 | 038 | TECHNOLOGIE DÉVELOPPEMENT ET PROMOTION DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ACTIFS | Promouvoir le développement des technologies et la valorisation des actifs de propriété industrielle | 1. Proportion de technologies produit en masse au cours de l' année 2. Nombre de produits industriels biens immobiliers évalués | 1 176100 | 1 176100 |
| 98 | 039 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN DANS LE MINES, INDUSTRIE ET TECHNOLOGIQUE DÉVELOPPEMENT SOUS-SECTEUR | améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des Programmes du MINMIDT | Taux d'achèvement des activités budgétisées en MINMIDT | 3 571 700 | 3 571 700 |
| TÊTE 30- | | MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL | | | 113 101 031 | 113 101 031 |
| 99 | 184 | PRODUCTIVITÉ ET PRODUCTION DE AGRICULTURE SECTEURS | Augmenter la production annuelle des principaux secteurs de cultures | Taux de croissance de la production des principaux secteurs agricoles | 56030542 | 56030542 |
| 100 | 185 | DURABLE GESTION DE AGRICULTURE SYSTÈMES DE PRODUCTION ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE | Améliorer l' utilisation durable des terres arables et réduire l'insécurité alimentaire | 1. Proportion de producteurs ayant adopté des mesures d'adaptation et d'atténuation du changement climatique 2. Proportion de la population nationale population affectée par l'alimentation insécurité | 11042 250 | 110 42 250 |
| | | | | | 28 886 092 | 28 886 092 |



(en milliers de francs CFA)

| Non | Programme | | OBJECTIF | INDICATEUR | QUE | Penneysse |
|-----|-----------|---|---|--|-------------|-------------|
| | CODE | DRAGONELLE | | | | |
| 101 | 186 | DÉVELOPPEMENT DE AGRICOLE, RURAL INFRASTRUCTURES ET AGRICOLE MÉCANISATION | Améliorer l'accès aux infrastructures de production et aux équipements agricoles dans les zones rurales | Proportion de communes équipées d'une nouvelle mini-infrastructure rurale par an | 17 142 147 | 17 142 147 |
| 102 | 187 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN DANS LE AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL SOUS-SECTEUR | Assurer la bonne mise en œuvre des programmes au sein du ministère de l'Agriculture et du Développement rural | Taux d'achèvement des activités budgétisées dans le Ministère de l'Agriculture et Développement rural | 58 591 860 | 58 591 860 |
| | TÊTE 31 - | MINISTÈRE DE L'ÉLEVAGE, DE LA PÊCHE ET DE L'ANIMAL INDUSTRIES | | | 38 050692 | 38 050692 |
| 103 | 053 | DÉVELOPPEMENT DE PRODUCTIONS ANIMALES ET INDUSTRIES | Assurer l'augmentation de la production d'animaux | Taux de croissance de la production d'équivalent viande de produits et matières premières d'origine animale | 5 792 782 | 5 792782 |
| 104 | 055 | AMÉLIORATION DE LA COUVERTURE SANITAIRE DU BÉTAIL ET LUTTE CONTRE LES ZONOSES | Protéger le bétail des maladies animales et améliorer la qualité sanitaire des denrées alimentaires d'origine animale et halieutique | Proportion de foyers de maladies (animales et zootoniques) assainis par rapport au nombre de foyers signalés et confirmés | 8 250 065 | 8 250 065 |
| 106 | 057 | DÉVELOPPEMENT DE PÊCHERIES PRODUCTIONS | Assurer une production croissante et durable des produits de la pêche | Taux d'augmentation des quantités de produits de la pêche | 6 498 322 | 6498 322 |
| 106 | 059 | GOUVERNANCE ET SOUTIEN INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR DE L'ÉLEVAGE, DE LA PÊCHE ET DES INDUSTRIES ANIMALES | améliorer la coordination des services et assurer mise en œuvre adéquate des activités budgétisées au sein des programmes du Ministère de l'Élevage, de la Pêche et de la Faune Industries animales (MINEPIA) | Taux d'achèvement de la mise en œuvre adéquate des activités budgétisées au sein des programmes du Ministère de l'Élevage, de la Pêche et de la Faune Industries (MINEPIA) | 319 233 000 | 317 758 000 |
| | TÊTE 32- | MINISTÈRE DES RESSOURCES EN EAU ET DE L'ÉNERGIE | | | 210 932 810 | 210 932 810 |
| 107 | 016 | APPROVISIONNEMENT ENERGÉTIQUE | Produire une énergie abondante pour améliorer la qualité de vie des populations , soutenir l'industrialisation et devenir exportateur d'électricité | 1. Puissance disponible (Mo/ii) 2. Facteur de charge de la puissance installée capacité (%) 3. Volume de pétrole produits, gaz et biocarburants disponible | 34064601 | 34064 601 |
| 108 | 137 | ACCÈS À L'ÉNERGIE pour les ménages et les industries | Accroître l'accès à l'énergie | Taux d'accès à l'électricité (%) | 56 621 741 | 56 621 741 |
| 109 | 138 | ACCÈS À L'EAU BUVABLE EAU ET LIQUIDE SANITAIRE | Améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement liquide pour les ménages et les opérateurs économiques | 1. Taux d'approvisionnement en eau potable (dans %) 2. Volume d'eau collecté 3. Taux de couverture des installations sanitaires améliorées sur place | 17 613 848 | 16 138 848 |
| 110 | 139 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN DANS LE EAU ET ÉNERGIE SOUS-SECTEUR | améliorer la coordination des services et assurer mise en œuvre adéquate des activités budgétisées des programmes | Taux d'achèvement de la mise en œuvre adéquate des activités budgétisées des programmes | 20 248 000 | 20 248 000 |
| | TÊTE 33- | MINISTÈRE DES FORÊTS ET DE LA FAUNE SAUVAGE | | | 3 552 375 | 3 552 375 |
| 111 | 054 | DÉVELOPPEMENT ET RENOUVELLEMENT DE SYLVICULTURE RESSOURCES | Assurer une gestion durable des forêts | 1. Superficie gérée forêts 2. Ressource générée par forêt durable gestion | 4 599 412 | 4 599 412 |



(en milliers de francs CFA)

| Non | Programme | | OBJECTIF | INDICATEUR | QUE | Penneplane |
|----------|-----------|---|---|--|-------------|-------------|
| | CODE | DRAGONELLE | | | | |
| 112 | 056 | SÉCURISATION ET DÉVELOPPEMENT DE LA FAUNE RESSOURCES ET développement AIRES PROTÉGÉES aires protégées | Assurer la durabilité sauvage et gestion de la faune et | 1. Nombre d'aires protégées en cours de développement 2. Ressources générées par la gestion de la faune et les zones protégées | 2065 900 | 2 065 900 |
| 113 | 058 | DÉVELOPPEMENT Ou' BOIS ET NON-BOIS FORÊT BOISÉE RESSOURCES | Optimiser l'utilisation des produits forestiers ressources non ligneuses mis sur le marché | 1. Volume de coupes légales bois mis sur le marché 2. Ouanfuy de bois de chauffage et 3. Nombre d'emplois directs dans le bois et les produits non ligneux industries des produits forestiers | 10 030 313 | 10 030 313 |
| 114 | 060 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN DANS LE FORESTERIE ET SOUS-SECTEUR DE LA FAUNE SAUVAGE | Accroître et améliorer les capacités institutionnelles, techniques et opérationnelles des acteurs du développement dans le sous-secteur forêt et faune | Taux de rendement dans le la mise en œuvre des activités du | 29 543 500 | 28 420 700 |
| TÊTE 35- | | MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | | | 2 915 350 | 2 915 350 |
| 115 | 120 | PROMOTION DE EMPLOI DÉCENT ET L'INTÉGRATION PROFESSIONNELLE | Promouvoir l'emploi décent à travers le nombre d'emplois créés et l'expansion et la promotion identifiées grâce à la création d'emplois MINEFOP dans l'économie des initiatives de promotion | Les opportunités d'emploi du | 16 552 543 | 16 764 743 |
| 116 | 121 | DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES | Développer les compétences des personnes en recherche de formation professionnelle qualifications ou cours de recyclage en adéquation avec les besoins de l'économie | Nombre de diplômés des CFP publics et privés titulaires d'un diplôme professionnel délivré par le MINEFOP | 10 075 607 | 8 740 607 |
| 117 | 122 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN DANS LE EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE SOUS-SECTEUR | Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes | Taux d'achèvement des activités programmées et budgétisées | 643 745 000 | 569160 000 |
| TÊTE 36- | | MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS | | | 388 719 377 | 348 519 377 |
| 118 | 125 | CONSTRUCTION DE ROUTES ET AUTRES INFRASTRUCTURE | Développer et moderniser le réseau d'infrastructures routières et de passages à niveau pour 1000 habitants | Densité de la route pavée | 238 758 626 | 204 373 626 |
| 119 | 126 | RÉHABILITATION, ENTRETIEN ET ENTRETIEN DES ROUTES ET AUTRES INFRASTRUCTURE | Restaurer et améliorer le et de terre réabilités | Lignée de réseaux d'asphalte | 2848 784 | 2 848 784 |
| 120 | 127 | CONDUITE DE TECHNIQUE INFRASTRUCTURE ÉTUDES | Améliorer la qualité des études pour optimiser le coût et la qualité des travaux d'infrastructure | % d'études réalisées dans les délais et conformément à l'itinéraire technique | 13 418 213 | 13 418 213 |
| 121 | 128 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN | Optimiser les services fournis | Taux d'achèvement des activités budgétaires | 20 286 000 | 20 286 000 |
| TÊTE 37- | | MINISTÈRE DES DOMAINES DE L'ÉTAT, DU CADRE ET DES TERRES TENURE | | | 1 203 574 | 1 203 574 |

p. IOLÉ
BRTC
MSNF AfAE UI
ISLAT. vi tun Ch II 1\IV FFAIRS 1 o...oex SERVICE
C. !1.fl ! C ,FORM

(en milliers de francs CFA)

| Non | Programme | | OBJECTIF | INDICATEUR | QUE | Prestation |
|-----------|-----------|--|--|---|-------------|-------------|
| | CODE | DRAGONELLE | | | | |
| 122 | 026 | MODERNISATION DE LE CADASTRE FONCIER qui répond aux défis | Avoir un cadastre numérique Proportion de communes dotées d'un cadre moderne du cadastre numérique foncier | | 10 773 350 | 10 773 350 |
| 123 | 061 | PROTECTION ET DÉVELOPPEMENT DE BIENS DE L'ÉTAT | Améliorer la gestion Proportion des bâtiments administratifs du domaine de l'État réhabilités | | 1 394 887 | 1 394 887 |
| 124 | 066 | PROTECTION ET AMÉLIORATION DE DOMAINES | | Proportion d'hectares de terres sécurisées et incorporées au domaine privé de l'État | 1 143 650 | 1 143 650 |
| 125 | 068 | OPTIMISATION DE LA GESTION DU TERRITOIRE TENURE | Améliorer la gestion Délai moyen d'obtention d'un titre foncier titre foncier au cadastre | | | |
| 126 | 075 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN DANS LE BIENS DE L'ÉTAT, LEVÉS ET TERRAINS SOUS-SECTEUR DE LA TENURE | Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes | Taux d'achèvement des activités budgétisées en MINDCAF | 5 770 539 | 5 770 539 |
| -TÊTE 38- | | MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT URBAIN | | | 148 498 469 | 148 498 469 |
| 127 | 108 | DÉVELOPPEMENT DE LOGEMENT | Améliorer l'accès à un logement décent . | Proportion de ménages vivant dans un logement | 35 300 002 | 35 300 002 |
| 128 | 109 | AMÉLIORATION DE L'URBAIN APPROPRIÉE Outils de gestion SOCIALE URBAINE ou instruments ENVIRONNEMENTAUX | Fournir au sous-secteur urbain et aux collectivités territoriales et promouvoir l'inclusion sociale en milieu urbain zones | Proportion de municipalités dont la gestion repose sur des outils de gouvernance urbaine appropriés | 2 410 387 | 2 410 387 |
| 129 | 111 | DÉVELOPPEMENT DE TRANSPORT INFRASTRUCTURES ET DURABLE MOBILITÉ | Améliorer les conditions de mobilité dans les villes. | Longueur des routes construites | 103 296 840 | 103 296 840 |
| 130 | 113 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN À LA SOUS-SECTEUR URBAIN | Assurer la mise en œuvre effective de MINHDU programmes | Taux d'achèvement des activités du programme budgétisé | 7 491 240 | 7 491 240 |
| TÊTE 39- | | MINISTÈRE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ENTREPRISES, ÉCONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT | | | 12 055 397 | 11 750 000 |
| 131 | 043 | PROMOTION DE ENTREPRENEURIAT | Augmenter le nombre de produits créés et viables PMESEH | 1. Proportion de PMESEH créées 2. Taux de croissance des PMESEH soutenu depuis établissement | 290 9562 | 290 9562 |
| 132 | 044 | TRANSFORMATION ET MODERNISATION DES SMESEH dans le secondaire Secteur USINES DE PRODUCTION | Augmentation de la production de | 1. Taux de croissance des PMESEH transformées et/ou modernisées 2. Pourcentage de PMESEH transformées et/ou modernisées | 3 230 400 | 3 230 400 |
| 133 | 167 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN | Assurer une mise en œuvre optimale de la Programmes du ministère | Taux d'achèvement des activités budgétisées dans le cadre Ministère | 5 915 435 | 5 610 038 |
| TÊTE 40- | | MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE TH | | | 263 072 820 | 255 281 000 |
| 134 | 045 | PRÉVENTION DES MALADIES | Réduire la mortalité prématûrée due aux moustiques contre ces maladies grâce planifiée . | Pourcentage de longue durée imprégnées d'insecticide (MILDA) évitables distribuées à une prévention | 50 819 637 | 50 819 637 |

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE : PRÉSIDENCE

GÉNÉRAUX

TARIAT - HIER LEGISLATIF ET REI' MENTAIRE
ET STATUTTOIY CHER AFFAIIS D'IY. SERVICE

100

/- LÉGISLATIVE CERTIFIÉE VRAI COPY

(en milliers de francs CFA)

| Non | Programme | | OBJECTIF | INDICATEUR | QUE | Perrykate |
|-----------|-----------|--|--|--|-------------|-------------|
| | CODE | DRAGONELLE | | | | |
| 135 | 046 | PROMOTION DE SANTÉ ET NUTRITION | de 5 ans . Encourager la population de 5 ans à adopter des comportements sains. 2. Proportion de personnes en bonne santé. | 1. Taux de malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans . Les districts (HD) mettant en œuvre TBCA | 2 506 694 | 2 506 694 |
| 136 | 047 | RENFORCER LA SYSTÈME DE SANTÉ | Accroître la capacité institutionnelle des structures de santé pour assurer une couverture sanitaire durable et équitable. 2. Pourcentage de districts Accès des populations à des structures de santé qui offrent des soins de santé de qualité et répondent aux besoins de santé de la population 1. Taux de mortalité maternelle 2. | 1. Taux de personnes couvertes par une protection sociale santé système | 95 961 933 | 88170113 |
| 137 | 048 | GESTION DES CAS inférieure à 70 | Réduire le taux de mortalité à pour 1 00 000 naissances | Pourcentage de PVVIH sur traitement | 59 811 3 06 | 59 811 306 |
| 138 | 049 | GOUVERNANCE ET Améliorer la coordination STRATÉGIQUE des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes du Ministère . | | Taux d'achèvement des activités budgétisées dans les programmes budgétaires | 53 973 250 | 53 973 250 |
| TÊTE 41 - | | MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE | | | 7 289 000 | 7 289 000 |
| 139 | 017 | PROMOTION DE LA SÉCURITÉ SOCIALE Améliorer la sécurité sociale Couverture SÉCURITÉ POUR TOUS au Cameroun | | Pourcentage de la population active couverte pour au moins trois (3) types de risques différents | 965 000 | 965 000 |
| 140 | 018 | PROMOTION DE TRAVAIL DÉCENT | améliorer les mécanismes de santé et de sécurité sur les lieux de travail | 1. Pourcentage de travailleurs par sexe dont les entreprises se conformer au travail décent< principes 2. Pourcentage d'entreprises appliquer le travail décent principes | 2 658450 | 2658 450 |
| 141 | 159 | GOUVERNANCE ET amélioration du service coordination INSTITUTIONNELLE et assurer SOUTIEN À LA bonne mise en œuvre TRAVAIL ET SOCIAL des programmes dans le SÉCURITÉ SUS- SECTEUR Ministère du Travail et Sécurité sociale | | Taux d'achèvement des activités budgétisées en MENTHE | 3 665 550 | 3 665 550 |
| TÊTE 42- | | MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES | | | 20 614 000 | 20 614 000 |
| 142 | 070 | PROTECTION SOCIALE DE L'ENFANT | Assurer une éducation inclusive et garçons bénéficiant de services de protection sociale adéquats et de services de protection de qualité . Augmenter la | Pourcentage d'enfants, filles et | 3 058 050 | 3 058 050 |
| 143 | 071 | PROTECTION SOCIALE services de protection sociale POUR LES GROUPES AVEC SPÉCIFIQUE VULNÉRABILITÉ ET vulnérabilités, SOLIDARITÉ NATIONALE envers les plus défavorisés zones | fourniture de services sociaux . aux groupes et aux communautés de base en fonction de leurs services sociaux spécifiques (par type de | Taux d'accès des SVP aux services sociaux notamment par zone et par sexe) | 12 546 314 | 12 5 46 314 |
| 144 | 179 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN DANS LE SOUS-programmes AFFAIRES SOCIALES SECTEUR | Assurer une mise en œuvre optimale du MINAS | Taux d'achèvement des activités budgétisées au MINAS | 5 009 636 | 5 009 636 |
| TÊTE 43- | | MINISTÈRE DE L'AUTONOMISATION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE | | | 9 563 520 | 9 563 520 |
| 145 | 140 | ÉCONOMIE DES FEMMES Autonomiser les femmes AUTONOMISATION économique | | 1. Taux d'activité des femmes 2. Pourcentage de femmes aidé économiquement par MINPROFF | 32591'49 | 32591 49 |



| N° | Programme | | Objectif | Indicateur | QUE | (en milliers de francs CFA) Parrainage |
|----------|-----------|--|--|--|------------|---|
| | Code | DRAGONELLE | | | | |
| 146 | 141 | PROMOTION SOCIALE DE FEMMES ET GENRE PROBLÈMES | améliorer le statut et l'état des personnes portées | 1. Nombre de femmes qui sont discriminées 2. Nombre de cas de violence basée sur le genre identifiés 3. Taux de représentation des femmes aux postes de responsabilité | 1592045 | 1592045 |
| 147 | 142 | DÉVELOPPEMENT FAMILIAL ET LA PROTECTION DE DROITS DE L'ENFANT | Renforcer le rôle social du MINPROFF de la famille et de la 2. Pourcentage de cas résolus de protection des enfants victimes de violence parmi droits cas signalés | 1. Nombre d'enfants inscrit à l'état civil registre avec le soutien de 3. Proportion de couples qui n'ont pas divorcé de couples en attente de divorce | 1642463 | 1642463 |
| 148 | 143 | INSTITUTIONNEL SOUTIEN ET GOUVERNANCE | Renforcer la gouvernance capacités institutionnelles des activités budgétisées | Taux d'achèvement et | 3 069 863 | 3 069 863 |
| TÊTE 45- | | MINISTÈRE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS | | | 15 086 000 | 15 086 000 |
| 149 | 129 | RÉSEAU INTENSIFICATION ET AMÉLIORATION DE POSTE NATIONALE COUVERTURE | Accroître l'accès au réseau postal national. | Pourcentage de points de vente postaux disposant d'une connexion Internet. | 1 286193 | 1 286193 |
| 150 | 130 | DÉVELOPPEMENT DE L'ACCESSIBILITÉ NUMÉRIQUE NATIONALE et INDICE DE DÉVELOPPEMENT DES TIC PROMETTE (101) ÉCOSYSTÈME son utilisation. | | | 9489 364 | 9 489 364 |
| 151 | 131 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN DE LA MINISTÈRE DES POSTES Mise en œuvre de la ET TÉLÉCOMMUNICATIONS | Assurer une qualité optimale des Programmes du ministère | Taux d'achèvement des activités budgétisées dans le Ministère | 3389 399 | 3 389399 |
| 152 | 132 | SÉCURISER LE NUMÉRIQUE NATIONAL ÉCOSYSTÈME | Assurer la sécurité du cyberspace national. | national de la cybersécurité Indice. | 921 044 | 921 044 |
| TÊTE 46- | | MINISTÈRE DES TRANSPORTS | | | 97 444000 | 97 444000 |
| 163 | 163 | DÉVELOPPEMENT DE TRANSPORT ROUTIER, INTERMODALITÉ ET approvisionnement et services SÉCURITÉ ROUTIÈRE | améliorer le transport routier | Taux de réduction des accidents | 6382 500 | 63 82500 |
| 154 | 154 | TRANSPORT AÉRIEN DÉVELOPPEMENT ET AVIATION CIVILE RÈGLEMENT | Améliorer la fourniture de services aériens , la sécurité et la sûreté de l'aviation civile. | Taux de développement du trafic de marchandises | 916 500 | 916 500 |
| 166 | 155 | DÉVELOPPEMENT DE MARITIME, FLUVIAL ET TRANSPORTS LACUNAS AS BIEN COMME PORT ACTIVITÉS | Augmenter l'offre de services de transport maritime, fluvial et lacustre ainsi que les activités portuaires | Délais de transit portuaire | 82850 000 | 82 850 000 |
| 156 | 156 | DÉVELOPPEMENT DU FER | Améliorer le transport ferroviaire Fourniture et services de TRANSPORT | 1. Taux de développement du trafic de marchandises | 3 352 000 | 3 352000 |

**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY**

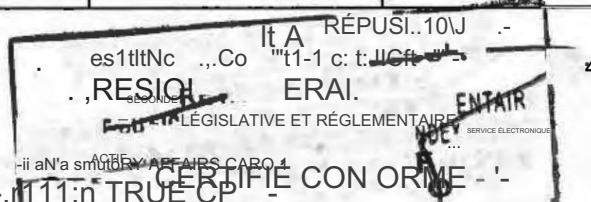
(en milliers de francs CFA)

| Non | Programme | | OBJECTIF | INDICATEUR | QUE | Penneval |
|-----|-----------|--|---|---|------------|------------|
| | CODE | DRAGONELLE | | | | |
| 157 | 157 | DÉVELOPPEMENT ET MODERNISATION DE SYSTÈMES POUR LE COLLECTION, PRODUCTION ET DIFFUSION DE MÉTÉOROLOGIQUE INFORMATION | améliorer la production et la diffusion des informations météorologiques | Taux de production des bulletins météorologiques | 944500 | 944500 |
| 158 | 158 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN DANS LE TRANSPORT SOUS-MARIN SECTEUR | Assurer le bon mise en œuvre des activités budgétisées du MINT dans le des Transports | Taux d'achèvement de la Programmes du ministère | 2998 500 | 2 998 500 |
| | TÊTE 48- | DÉSARMEMENT NATIONAL, DÉMOBILISATION ET COMITÉ DE RÉINTÉGRATION | | | 4 067 000 | 4 067 000 |
| 159 | 082 | DÉSARMEMENT DE COMBATTANTS ET DÉMOBILISATION | Accroître la reddition des combattants de Boko-Haram et des groupes armés dans les régions du Nord -Ouest et du Sud-Ouest | Nombre de combattants ayant volontairement déposé les armes intégrés dans les centres régionaux chaque année | 744000 | 744000 |
| 160 | 083 | RÉINTÉGRATION DES EX-COMBATTANTS | Améliorer la conversion holistique (sociale, économique, culturelle, religieuse, etc.) et la réintégration des ex-combattants | Nombre d'anciens combattants habilités | 772 000 | 772 000 |
| 161 | 180 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN À L' amélioration de la coordination des Services NATIONAUX et assurer DÉSARMEMENT, mise en œuvre effective de DÉMOBILISATION ET programmes RÉINTÉGRATION COMITÉ | | Taux de mise en œuvre des activités budgétisées au sein du Comité | 2 551 000 | 2 551 000 |
| | TÊTE 49- | CONSEIL CONSTITUTIONNEL | | | 3 944 000 | 3 944 000 |
| 162 | 074 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN À LA CONSTITUTIONNEL CONSEIL | Assurer l' opérationnalisation et la coordination des services de la Conseil constitutionnel | Taux d'achèvement des activités budgétisées dans le CCC | 3944000 | 3 944000 |
| | TÊTE 50- | MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE L'ADMINISTRATION RÉFORME | | | 15 093 000 | 15 093 000 |
| 163 | 040 | AMÉLIORER LA GESTION DE ÉTAT HUMAIN RESSOURCES | Optimiser la gestion des ressources humaines de l'Etat | 1. Pourcentage d'utilisation des outils de gestion des ressources humaines de l'Etat (SIGIPES, fiche de poste, plan de recrutement, plan de formation, texte organique, cadre organique, référentiel de compétences, cartographie des postes de travail) 2. Pourcentage d'agents de l'Etat dont la carrière est à jour | 5 973118 | 5 973118 |



(en milliers de francs CFA)

| Non | Programme | | OBJECTIF | INDICATEUR | QUE | Pennsylvania |
|-----------|-----------|---|---|--|------------|--------------|
| | CODE | DRAGONELLE | | | | |
| 164 | 041 | MODERNISATION DE SERVICES PUBLICS | Contribuer à accroître la performance des services publics avec des outils de réforme et des projets | Pourcentage de la performance des services publics avec des outils de réforme et des projets | 3 894 183 | 3 894 183 |
| 165 | 042 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN EN MINFOPRA | Assurer une bonne mise en œuvre des activités budgétisées en Les programmes du MINFOPRA | Taux d'achèvement de la mise en œuvre des activités budgétisées en Les programmes du MINFOPRA | 5 225 699 | 5 225 699 |
| TÊTE 51 - | | ÉLECTIONS AU CAMEROUN | | | | 12 953 130 |
| 166 | 081 | ORGANISATION GESTION ET SURVEILLANCE DES ÉLECTIONS ET RÉFÉRENDS PROCESSUS EN CAMEROUN | Renforcer la crédibilité consensus entre les acteurs du processus électoral processus | Taux de contestation du processus électoral (pré et post électoral) | 3 654 000 | 3 654 000 |
| 167 | 183 | GOUVERNANCE ET Mise en œuvre INSTITUTIONNELLE des activités budgétisées dans SOUTIEN AUX PROGRAMMES OPÉRATIONNELS D'ELECAM ELECAM | Assurer une qualité optimale | Taux d'achèvement des | 9 299 130 | 8 779 000 |
| TÊTE 52- | | COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DU CAMEROUN | | | | 4 796 000 |
| 168 | 084 | PROMOTION DE LA DROITS HUMAINS DROITS | Renforcer la culture des droits de l'homme au Cameroun et réduire les violations | Nombre de demandes adressées à la CCDP | 453 100 | 453 100 |
| 169 | 085 | PROTECTION DE DROITS DE L'HOMME | Combattre l'impunité et favoriser l'accès à la réparation pour les victimes | Nombre d'allégations de violations des droits de l'homme transmises au CHRG et proportion de celles qui ont été traitées efficacement (clarifiées ou closes) | 460 000 | 460 000 |
| 170 | 086 | PRÉVENTION DE TORTURE | Éradiquer le recours à la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ou à la privation de liberté dans les lieux de détention. | Privation préventive Mécanisme contre la torture | 357 900 | 357 900 |
| 171 | 190 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN DANS LE LIBERTÉ SUR LES DROITS DE L'HOMME LIBERTÉS SOUS-SECTEUR | Assurer une mise en œuvre optimale des programmes | Taux de mise en œuvre des activités budgétisées | 3 525 000 | 3 525 000 |
| TÊTE 53- | | SÉNAT | | | | 16 162 000 |
| 172 | 177 | CONTRIBUTION À LA CONSOLIDATION DE PARLEMENTAIRE CONTRÔLE DE ACTION GOUVERNEMENTALE | Assurer l'équilibre développement des collectivités régionales et locales | Volume global des financements publics accordés aux collectivités territoriales en milieu rural zones | 4 200 000 | 4 200 000 |
| 173 | 178 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN À LA SERVICES DU SÉNAT | Assurer la mise en œuvre optimale de Programmes du SÉNAT | Taux d'achèvement des activités budgétisées dans le SÉNAT | 11 962 000 | 11 962 000 |
| TÊTE 54- | | COMMISSION NATIONALE POUR LA PROMOTION DE BILINGUISME ET MULTICULTURALISME | | | | 3 058 000 |
| 174 | 181 | GOUVERNANCE ET INSTITUTIONNEL SOUTIEN À LA NCPBM | Assurer une qualité optimale mise en œuvre des activités budgétisées du NCPBM dans les programmes | Taux d'achèvement de la mise en œuvre des activités budgétisées du NCPBM dans les programmes | 3 058 000 | 3 058 000 |



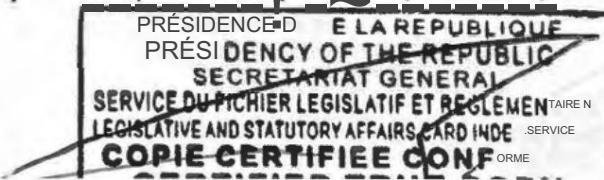
(en milliers de francs CFA)

| Non | Programme | | OBJECTIF | INDICATEUR | QUE | Pennsylvania |
|-----|------------|--|---|---|-------------|--------------|
| | CODE | DRAGONELLE | | | | |
| | TÊTE 55- | | PENSIONS | | 269 668 000 | 269 668 000 |
| 175 | 200 | PENSIONS | Assurer le paiement des prestations de retraite | Taux de paiement | 269 668 000 | 269 668 000 |
| | TÊTE 56- | | DETTE PUBLIQUE EXTÉRIEURE | | 825 000 000 | 825 000 000 |
| 176 | 199 | RÈGLEMENT DE PUBLIC EXTERNE DETTE | Honorer les engagements de l'Etat envers les donateurs | Taux de paiement | 825 000 000 | 825 000 000 |
| | TÊTE 57- | | DETTE PUBLIQUE INTÉRIEURE | | 947 300 000 | 947 300 000 |
| 177 | 203 | RÈGLEMENT DE L'HONNEUR de l'Etat Engagements PUBLICS INTERNES envers les résidents | | Taux de paiement | 947 300 000 | 947 300 000 |
| | TÊTE 60- | | SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS DE L'ÉTAT | | 445 896 000 | 445 896 000 |
| 178 | 202 | SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS | Contribuer au bon fonctionnement des organismes et institutions publics | Taux de cotisations attendu | 445896 000 | 445896 000 |
| | TÊTE 65- | | DÉPENSES COMMUNES | | 304 853 000 | 304 853 000 |
| 179 | 201 | Couverture opérationnelle commune des ressources non allouées DÉPENSES | dépenses de fonctionnement de l'Etat | Taux de couverture des crédits non alloués dépenses de fonctionnement | 304853 000 | 304853000 |
| | TÊTE 92- | | ACTIONNARIAT | | 30 000 000 | 30 000 000 |
| 180 | 198 | PARTICIPE DE L'ÉTAT EN SEMI-PUBLIC ET ENTREPRISES PRIVÉES | Couverture des capitaux propres de l'Etat attendues | Taux de couverture des actions Actions de l'Etat | 30 000 000 | 30 000 000 |
| | TÊTE 93- | | RÉHABILITATION/RESTRUCTURATION | | 10 000 000 | 10 000 000 |
| 181 | 196 | RÉADAPTATION ET Assurer la réadaptation RESTRUCTURATION et restructuration de l'Etat-PUBLIC ENTREPRISES owned compagnies | | Pourcentage d'entreprises restructurées ou réhabilitées | 10 000 000 | 10000000 |
| | TÊTE 94- | | INTERVENTIONS D'INVESTISSEMENT | | 104 624 085 | 104 624 085 |
| 182 | 195 | INVESTISSEMENT INTERVENTIONS | Couvrir les dépenses de fonctionnement non affectées de l'Etat | Taux de couverture des dépenses d'exploitation non affectées | 104624085 | 104624085 |
| | TÊTE 95- | | REPORTÉ | | 7 000 000 | 7 000 000 |
| 183 | 197 | GESTION DE REPORTER CRÉDITS | Poursuivre la mise en œuvre des projets dont l'exécution budgétaire est inachevée en 2023 | Taux de couverture reporté | 7 000 000 | 7 000 000 |
| | TOTAL 2024 | | | je 6 764 517 992 6 | 679 500 000 | |

ARTICLE QUATRE-VINGT-DEUX : Les dépenses et charges du budget général sont réparties par chapitre et par nature de dépenses comme suit :

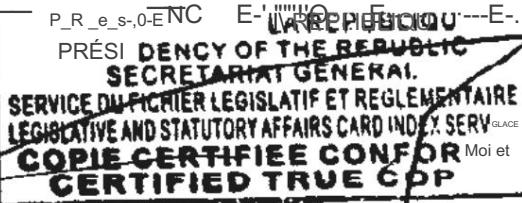
(en millions de FCFA)

| CHAPITRE | BF | | BIP | | TOTAL | |
|------------------------------------|--------|--------|--------|---------------------|-------|-------|
| | 2023 | 2024 | 2023 | 2024 | 2023 | 2024 |
| 01 PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE | 41 863 | 46 333 | 8 500 | 9 000 50 363 55 333 | | |
| 02 SERVICES ATTACHÉS AU PRÉSIDENCE | 6168 | 6460 | 1 100 | 1 600 | 7 268 | 8 060 |
| 03 ASSEMBLÉE NATIONALE | 18 482 | 18 482 | 11 140 | 11 140 29622 29622 | | |
| 04 HORS GLACE DU PREMIER MINISTRE | 13 760 | 15 200 | 6 000 | 7 200 19760 22 400 | | |



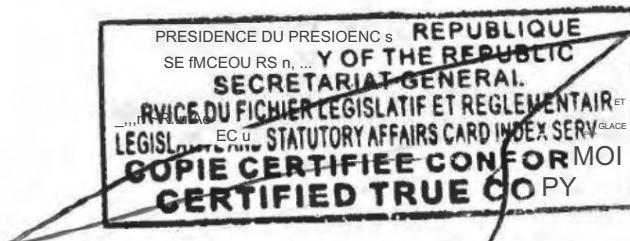
(En millions de FCFA)

| CHAPITRE | BF | | BIP | | TOTAL | |
|---|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| | 2023 | 2024 | 2023 | 2024 | 2023 | 2024 |
| 05 CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL | 1 391 | 1 391 | 500 | 560 | 1 891 | 1 951 |
| 06 MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES | 34 950 | 37 375 | 3 700 | 4 200 | 38 650 | 41 575 |
| 07 MINISTÈRE DES TERRITOIRES ADMINISTRATION | 37 664 | 37 824 | 2 500 | 2 810 | 40 164 | 40 634 |
| 08 MINISTÈRE DE LA JUSTICE | 61 592 | 63 188 | 5 050 | 6 120 | 66 642 | 69 308 |
| 09 COUR SUPRÈME | 2 922 | 3 227 | 2 200 | 2 200 | 5 122 | 5 427 |
| 10 MINISTÈRE DES MARCHÉS PUBLICS | 12 866 | 13 773 | 970 | 1 000 | 13 836 | 14 773 |
| 11 AUDIT SUPRÈME DE L'ÉTAT | 4 151 | 4 427 | 1 700 | 1 700 | 5 851 | 6 127 |
| 12 DÉLÉGATION GÉNÉRALE DES AFFAIRES NATIONALES SÉCURITÉ | 95 838 | 97 116 | 7 900 | 8 000 | 103 738 | 105 116 |
| 13 MINISTÈRE DE LA DÉFENSE | 277 623 | 303 338 | 7 500 | 21 000 | 285 123 | 324 338 |
| 14 MINISTÈRE DES ARTS ET DE LA CULTURE | 4 472 | 5 258 | 950 | 1 100 | 5 422 | 6 358 |
| 15 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION DE BASE | 241 632 | 264 253 | 19 572 | 25 390 | 261 204 | 289 643 |
| 16 MINISTÈRE DES SPORTS ET DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE ÉDUCATION | 22 505 | 22 989 | 1 300 | 1 810 | 23 805 | 24 799 |
| 17 MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION | 4 330 | 5 241 | 550 | 600 | 4 880 | 5 841 |
| 18 MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR | 65 463 | 70 085 | 9 479 | 10 000 | 74 942 | 80 085 |
| 19 MINISTÈRE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION | 11 517 | 12 146 | 1 650 | 2 725 | 13 167 | 14 871 |
| 20 MINISTÈRE DES FINANCES | 59 320 | 61 813 | 4 511 | 4 550 | 63 831 | 66 363 |
| 21 MINISTÈRE DU COMMERCE | 7 152 | 7 972 | 1 030 | 1 030 | 8 182 | 9 002 |
| 22 MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE LA DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL | 26 234 | 30 825 | 36 410 | 38 180 | 62 644 | 69 005 |
| 23 MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS | 4 025 | 4 315 | 3 200 | 4 200 | 7 225 | 8 515 |
| 25 MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE | 468 599 | 524 877 | 9 299 | 14 365 | 477 898 | 539 242 |
| 26 MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DE LA CIVILITÉ ÉDUCATION | 18 241 | 19 156 | 7 930 | 7 930 | 2 6171 | 27 086 |
| 27 MINISTÈRE DE LA DÉCENTRALISATION ET DÉVELOPPEMENT LOCAL | 7 119 | 27 074 | 43 098 | 72 978 | 50 217 | 100 052 |
| 28 MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, PROTECTION DE LA NATURE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE | 4 992 | 6 621 | 1 370 | 1 870 | 6 362 | 8 491 |
| 29 MINISTÈRE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE | 5 805 | 7 197 | 1 000 | 1 300 | 6 805 | 8 497 |
| 30 MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL DÉVELOPPEMENT | 66 757 | 61 732 | 49 146 | 51 369 | 115 903 | 113 101 |
| 31 MINISTÈRE DE L'ÉLEVAGE, DES PÊCHES ET INDUSTRIES ANIMALES | 20 911 | 18 247 | 30 145 | 40 345 | 51 056 | 58 592 |
| 32 MINISTÈRE DES RESSOURCES EN EAU ET ÉNERGIE | 8 508 | 9 033 | 273 570 | 308 725 | 282 078 | 317 758 |
| 33 MINISTÈRE DES FORêTS ET DE LA FAUNE SAUVAGE | 12 112 | 13 068 | 6 980 | 7 180 | 19 092 | 20 248 |
| 35 MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE | 20 339 | 22 646 | 5 249 | 5 775 | 25 588 | 28 421 |



(en millions de FCFA)

| CHAPITRE | BF | | BIP | | TOTAL | |
|---|---|---------|-------------|----------------|-----------|-----------|
| | 2023 | 2024 | 2023 | 2024 | 2023 | 2024 |
| 36 MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS | 58 163 | 60 440 | 428 400 508 | 720 486 563 | | 569 160 |
| 37 MINISTÈRE DES BIENS DE L'ÉTAT, DES COURS ET LE RÉGIME FONCIER | 17 753 | 19 506 | 700 | 780 | 18 453 | 20 286 |
| 38 MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT URBAIN 39 | 13 508 | 14 055 | 100 030 134 | 443 113 538 | | 148 498 |
| MINISTÈRE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT DE HANOI | 7 258 | 8 428 | 2 650 | 3 322 | 9 908 | 11 750 |
| 40 MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE TH | 184 719 | 196 011 | 44 000 | 59 270 | 228 719 | 255 281 |
| 41 MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES SÉCURITÉ | 6 425 | 6 689 | 600 | 600 | 7 025 | 7 289 |
| 42 MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES | 9 605 | 10 904 | 8 660 | 9 710 | 18 265 | 20 614 |
| 43 MINISTÈRE DE L'AUTONOMISATION DES FEMMES ET LA FAMILLE | 8 179 | 8 319 | 1 230 | 1 245 | 9 409 | 9 564 |
| 45 MINISTÈRE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS | 5 492 | 6 266 | 8 520 | 8 820 | 4 012 | 15 086 |
| 46 MINISTÈRE DES TRANSPORTS | 6 036 | 9 830 | 82 220 | 876 148 88 256 | | 97 444 |
| 48 COMITÉ NATIONAL POUR LE DÉSARMEMENT, DÉMOBILISATION ET RÉINTÉGRATION | 2467 | 2767 | 1 300 | 1 300 | 3 767 | 4 067 |
| 49e CONSEIL CONSTITUTIONNEL | 3 444 | 3 444 | 500 | 500 | 3 944 | 3 944 |
| 50 MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET RÉFORME ADMINISTRATIVE | 9 411 | 11 773 | 4 300 | 3 320 | 13 711 | 15 093 |
| 51 ÉLECTIONS CAMEROUN | 11 583 | 11 583 | 600 | 850 | 12 183 | 12 433 |
| 52 COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DU CAMEROUN | 2996 | 3 496 | 950 | 1 300 | 3 946 | 4 796 |
| 53 SÉNAT | 11 962 | 11 962 | 4 200 | 4 200 | 16 162 | 16 162 |
| 54 COMMISSION NATIONALE SUR LA PROMOTION DU BILINGUISME ET MULTICULTURALISME | 2558 | 2558 | 500 | 500 | 3 058 | 3 058 |
| 55 PENSIONS | 259 296 | 269 668 | 0 | 0 | 259 296 | 269 668 |
| 56 DETTE PUBLIQUE EXTÉRIEURE | 898 000 | 825 000 | 0 | 0 | 898 000 | 825 000 |
| 57 DETTE PUBLIQUE INTERNE | 1 148 837 | 947 300 | 0 | 0 | 1 148 837 | 947 300 |
| 60 SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS DE L'ÉTAT | 660 280 | 445 896 | 0 | 0 | 660 280 | 445 896 |
| 65 DÉPENSES COMMUNES | 261 972 | 304 853 | 0 | 0 | 261 972 | 304 853 |
| 92 PARTICIPIATIONS | 0 | 0 | 8 500 | 30 000 | 8 500 | 30 000 |
| 93 RÉHABILITATION/RESTRUCTURATION | 0 | 0 | 5 000 | 10 000 | 5 000 | 10 000 |
| 94 INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENT | 0 | 0 | 88 191 | 104 624 88 191 | | 104 624 |
| 95 RAPPORT | 4 000 | 4 000 | 3 000 | 3 000 | 7 000 | 7 000 |
| TOTAL | 5 283 250 5 027 430 1359 250 1652 070 6 642 500 | | | | | 6 679 500 |



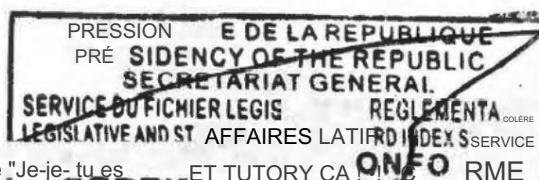
CHAPITRE DEUX

COMPTES D'AFFECTATIONS SPÉCIALES

ARTICLE QUATRE-VINGT-TROIS : Les montants des autorisations d'engagement et des crédits de paiement des comptes d'affectation spéciale ouverts pour les programmes sont les suivants :

(Unité : milliers FCFAJ

| PROGRAMMES | | PA | CA |
|------------|---|------------|------------|
| CODE | TITRE DU PROGRAMME | 2024 | 2024 |
| | FONDS DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'ÉLECTRICITÉ | 15 000 000 | 15 000 000 |
| 016 | ALIMENTATION ÉNERGÉTIQUE | 1 607 916 | 1 607 916 |
| 137 | ACCÈS À L'ÉNERGIE | 13 392 084 | 13 392 084 |
| | DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR POSTAL | 900 000 | 900 000 |
| 129 | INTENSIFICATION DU RÉSEAU ET AMÉLIORATION DU RÉSEAU NATIONAL COUVERTURE POSTALE | 900 000 | 900 000 |
| | FOND SPÉCIAL POUR LA SÉCURITÉ ÉLECTRONIQUE | 1 500 000 | 1 500 000 |
| 132 | SÉCURISER L'ÉCOSYSTÈME NUMÉRIQUE NATIONAL | 1 500 000 | 1 500 000 |
| | SOUTIEN À LA POLITIQUE CULTUREL | 300 000 | 300 000 |
| 148 | PRÉSERVATION DE L'ART ET DE LA CULTURE DU CAMEROUN | 40 000 | 40 000 |
| 149 | DÉVELOPPEMENT ET PROMOTION DE LA PRODUCTION DE BIENS ET SERVICES CULTURELS | 260 000 | 260 000 |
| | FINANCEMENT DE PROJETS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LE DOMAIN DE EAU ET ASSAINISSEMENT | 900 000 | 900 000 |
| 138 | ACCÈS À L'EAU POTABLE ET AU TRAITEMENT DES DÉCHETS LIQUIDES | 900 000 | 900 000 |
| | FOND NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE | 1 500 000 | 1 500 000 |
| 002 | CHANGEMENT CLIMATIQUE, DÉSERTIFICATION ET SÉCHERESSE | 631 000 | 631 000 |
| 091 | DÉVELOPPEMENT DURABLE | 869 000 | 869 000 |
| | DÉVELOPPEMENT FORESTIER | 3 000 000 | 3 000 000 |
| 054 | GESTION ET RENOUVELLEMENT DES RESSOURCES FORESTIÈRES | 2 300 000 | 2 300 000 |
| 058 | DÉVELOPPEMENT DES FORÊTS LINÉEUSES ET NON LINÉEUSES RESSOURCES | 700 000 | 700 000 |
| | FOND SPÉCIAL POUR LA PROTECTION DE LA FAUNE SAUVAGE | 500 000 | 500 000 |



(Unité : milliers de FCFA)

| PROGRAMMES | | PA 2024 | CA 2024 |
|--|--|------------|------------|
| CODE | TITRE DU PROGRAMME | | |
| 056 | SÉCURISATION ET DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES FAUNIQUES ET AIRES PROTÉGÉES | 500 000 | 500 000 |
| <hr/> | | | |
| PRÖDUCTION DE DOCUMENTS DE TRANSPORT INFALLIBLES | | 6 000 000 | 6 000 000 |
| 153 | DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT ROUTIER, DE L'INTERMODALITÉ ET SÉCURITÉ ROUTIÈRE | 2 942 400 | 2 942 400 |
| 155 | DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT MARITIME FLUVIAL ET LACUNAL BIEN QUE LES ACTIVITÉS PORTUAIRES | 3 057 600 | 3 057 600 |
| <hr/> | | | |
| SOUTIEN ET DÉVELOPPEMENT DU TOURISME ET DES LOISIRS | | 1000 000 | 1000 000 |
| 014 | PROMOTION DU TOURISME ET DES LOISIRS | 1000 000 | 1000 000 |
| <hr/> | | | |
| FONDS SPÉCIAL POUR FINANCER LA RECONSTRUCTION ÉCONOMIQUE ZONES DÉTRUITS DE L'EXTREME-NORD, DU NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST RÉGIONS | | 30 000 000 | 30 000 000 |
| 800 | RECONSTRUCTION ET DÉVELOPPEMENT DE L'EXTREME NORD, RÉGIONS DU NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST | 30 000 000 | 30 000 000 |
| <hr/> | | | |
| DÉPENSES TOTALES DE | | 60 600 000 | 60 600 000 |

www.prc.cm

III- DISPOSITIONS SPÉCIALES

CHAPITRE UN

GARANTIES, ACCORDS ET DETTES DE TIERS

ARTICLE QUATRE-VINGT-QUATRE :

- 1) Le Gouvernement est autorisé à accorder l'agrément de l'Etat aux établissements publics et aux entreprises publiques et privées pour des prêts intérieurs au cours de l'exercice 2024, pour un montant total n'excédant pas 200 milliards de francs CFA.
- 2) Le plafond de l'agrément d'État accordé par le gouvernement aux établissements publics et les entreprises pour les prêts extérieurs seront fixés à 40 milliards de francs CFA pour l'année 2024 exercice financier.
- 3) Les conditions de mise en œuvre des dispositions des paragraphes 1 et 2 ci-dessus sont précisées par règlement.

ARTICLE QUATRE-VINGT-CINQ : Cadre pour le transfert aux banques des entités publiques créances sur l'Etat.

- 1) Le plafond des créances des entités publiques sur l'État que le Gouvernement autorisé à transférer aux banques commerciales sera fixé à 50 milliards de francs CFA pour l'exercice 2024.



CHAPITRE DEUX
AUTRES DISPOSITIONS SPÉCIALES

ARTICLE QUATRE-VINGT-SIX.- Au cours de l'exercice 2024 et en vue de répondre aux besoins du pays en matière de développement économique, social et culturel, le Président de la République du Cameroun est autorisé à modifier par ordonnance les plafonds fixés aux articles soixante-dix-huit, soixante-dix-neuf, quatre-vingt-quatre et quatre-vingt-cinq ci-dessus.

ARTICLE QUATRE-VINGT-SEPT :

1. Le Président de la République est autorisé à modifier les lois financières, fiscales et lois douanières par ordonnance.
2. Le Gouvernement sera autorisé à utiliser les nouvelles ressources résultant de ces mesures pour respecter ses engagements.

ARTICLE QUATRE-VINGT-HUIT.- Le Président de la République est habilité à prendre, par ordonnance, toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre des réformes de structure prévues dans les accords conclus avec la communauté financière internationale.

ARTICLE QUATRE-VINGT-NEUF.- Les ordonnances visées aux articles quatre-vingt-six, quatre-vingt-sept et quatre-vingt-huit ci-dessus sont déposées sur les bureaux de l'Assemblée nationale et du Sénat pour ratification lors de la session parlementaire qui suit leur publication.

ARTICLE QUATRE-VINGT-DIX : La présente loi sera enregistrée, publiée suivant la procédure d'urgence et insérée au Journal Officiel en anglais et en français.

